



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 SEPTEMBRE 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 15th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Alaska Quilting Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit juin 1951, constituant en corporation: Eugène Reichbach, marchand, Sureka Wasserman, secrétaire, et Anne Gabbe, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de laine, coton, soie, nylon, plastique, fils, vêtement, ficelle, sous le nom de "Alaska Quilting Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 700 actions ordinaires de \$20 chacune, et 1300 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879 C. E. CANTIN.

Letters Patent

Alaska Quilting Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of June, 1951, incorporating: Eugène Reichbach, merchant, Sureka Wasserman, secretary, and Anne Gabbe, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wool, cotton, silk, nylon, plastic, yarns, clothing, twines, under the name of "Alaska Quilting Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 700 common shares of \$20. each, and 1300 preferred shares of \$20. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879-o Acting Deputy Attorney General.

Arthur Guyot & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1951, constituant en corporation: Arthur Guyot, industriel, Hélène Guyot, secrétaire, Pierre Guyot, gérant, Yvon Guyot, technicien, et Rosaire Lamoureux, contraître, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et négociants d'ornements d'église, sous le nom de "Arthur Guyot & Fils Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1031, rue Rachel Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

Associated Real Estate Appraisers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1951, constituant en corporation: Jean Marler, secrétaire, Béatrice Pelletier, sténographe, Luigi Pascale, agent de voyage tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme estimateurs et évaluateurs, sous le nom de "Associated Real Estate Appraisers Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 2,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro civique 435 Avenue Elm, dans la cité de Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879 C. E. CANTIN.

Crépeault & Fradette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1951, constituant en corporation: Eugène Crépeault, agent d'assurances, Charles-Henri Crépeault, plâtrier, tous deux de Giffard, et Jean Baptiste Fradette, plâtrier, de Beauport, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en construction, sous le nom de "Crépeault & Fradette Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 41, rue de l'Orphelinat, à Giffard, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

Employing Printers' Association of Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de

Arthur Guyot & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1951, incorporating: Arthur Guyot, industrialist, Hélène Guyot, secretary, Pierre Guyot, manager, Yvon Guyot, technician and Rosaire Lamoureux, foreman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in church ornaments, under the name of "Arthur Guyot & Fils Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1031 Rachel St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

Associated Real Estate Appraisers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1951, incorporating: Jean Marler, secretary, Béatrice Pelletier, stenographer, Luigi Pascal, travel agent, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as appraisers and valuers, under the name of "Associated Real Estate Appraisers Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 2,000 shares of \$5. each.

The head office of the Company will be at civic No. 435 Elm Avenue, in the City of Westmount, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879-o Acting Deputy Attorney General.

Crépeault & Fradette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1951, incorporating: Eugène Crépeault, insurance agent, Charles-Henri Crépeault, plasterer, both of Giffard and Jean Baptiste Fradette, plasterer, of Beauport, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Crépeault & Fradette Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 41 de l'Orphelinat street, Giffard, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

Employing Printers' Association of Montreal Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act,

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Oswald Scott Markham, Thomas Edward Roberts, Frederic Alan Smith, John Stuart Miller, Frederick Best, Robert Thomas Birch, Joseph Goodson, David Albert McLean et Lynn Alexander Watters, tous imprimeurs, des cité et district judiciaires de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et protéger les intérêts des membres de l'industrie de l'imprimerie, sous le nom de "Employing Printers' Association of Montreal Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879 C. E. CANTIN.

François Bédard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1951, constituant en corporation: François Bédard, entrepreneur général, Marius Bédard, commis, et Elphège McClish, employé civil, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeur et entrepreneur, sous le nom de "François Bédard Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

Golden Valley Granite Co. Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1951, constituant en corporation: Jean-Baptiste Trottier, prospecteur, Aldéric Collin, contracteur, Gérard Nadeau, comptable, Désiré Chabot, huissier, et Lucien Ouellet, comptable, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, développer, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Golden Valley Granite Co. Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$400,000 divisé en 4,000 actions de \$100 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé par eux à la compagnie pour ses actions.

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1951, incorporating without share capital: Oswald Scott Markham, Thomas Edward Roberts, Frederic Alan Smith, John Stuart Miller, Frederick Best, Robert Thomas Birch, Joseph Goodson, David Albert McLean and Lynn Alexander Watters, all printers, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To advance and protect the interests of the members of the Printing industry, under the name of "Employing Printers' Association of Montreal Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the Corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879-o Acting Deputy Attorney General.

François Bédard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1951, incorporating: François Bédard, general contractor, Marius Bédard, clerk and Elphège McClish, civil employee, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builder and contractor, under the name of "François Bédard Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

Golden Valley Granite Co. Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1951, incorporating: Jean-Baptiste Trottier, prospector, Aldéric Collin, contractor, Gérard Nadeau, accountant, Désiré Chabot, bailiff and Lucien Ouellet, accountant, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Golden Valley Granite Co. Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$400,000 divided into 4,000 shares of \$100 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

Granby Lumber & Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1951, constituant en corporation: J.-Émile Maheu, Aurélien Noël, comptables, et J.-Alexandre Babin, commerçant, de Granby, district judiciaire de Bedford, et les deux premiers des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois et de matériaux de construction, sous le nom de "Granby Lumber & Supply Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

Granby Lumber & Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1951, incorporating: J. Emile Maheu, Aurélien Noël, accountants and J. Alexandre Babin, dealer, of Granby, judicial district of Bedford and the two first petitioners of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business and deal in lumber and building supplies, under the name of "Granby Lumber & Supply Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

Green Valley Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1951, constituant en corporation: Germain Bock, avocat et conseil en loi du Roi, de Laval-sur-le-Lac, Jean Beauregard et Louis-Philippe Taschereau, avocats, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtelier, sous le nom de "Green Valley Lodge Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Henri de Mascouche, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

Green Valley Lodge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1951, incorporating: Germain Bock, advocate and King's Counsel, of Laval-sur-le-Lac, Jean Beauregard and Louis-Philippe Taschereau, advocates, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel keeper, under the name of "Green Valley Lodge Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Henri de Mascouche, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

Greeting Cards Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juin 1951, constituant en corporation: Issie Koch, libraire, Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, avocats, tous de la cité de Montréal et H. J. Zaitlin, avocat, de la cité de Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de toutes sortes de cartes postales et jouets, ornements et nouveautés, sous le nom de "Greeting Cards Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions ordinaires de \$50 chacune et 750 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Greeting Cards Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1951, incorporating: Issie Koch, stationer, Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, advocates, a all of the City of Montreal, and H. H. Zaitlin, advocate, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and deal in all kinds of greeting cards and toys, ornaments and novelties, under the name of "Greeting Cards Limited" with a capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$50. each and 750 preferred shares of \$50. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879-o Acting Deputy Attorney General.

**L'Association Catholique d'Études
Bibliques au Canada**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Les Révérends Pères Arthème Tétrault, S.J., professeur d'Écriture Sainte, des cité et district judiciaire de Montréal, Adrien Brunet, O.P., professeur d'Écriture Sainte, de la cité d'Ottawa, Georges Bulteau, P.S.S., des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les études bibliques au Canada, sous le nom de "L'Association Catholique d'Études Bibliques au Canada".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de l'Association sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

**L'Association Catholique d'Études
Bibliques au Canada**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1951, incorporating without share capital: The Reverend Fathers Arthème Tétrault, S.J., professor of Holy Scripture, of the city and judicial district of Montreal, Adrien Brunet, O.P. professor of Holy Scripture, of the city of Ottawa, Georges Bulteau, P.S.S., of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote biblical studies in Canada, under the name of "L'Association Catholique d'Études Bibliques au Canada".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the Society will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

L'élégante Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1951, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, avocats, et Jeanne d'Arc Leclerc, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches et des lingers, garnitures de maison, ameublement, chaussures de toutes sortes, bijoux, articles de toilette, produits de beauté, bibelots, sous le nom de "L'Élégante Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 315½, rue Saint-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1951, incorporating: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, advocates and Jeanne d'Arc Leclerc, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in dry goods and lingerie, house furnishings, furniture, shoes of all kinds, jewellery, toilet articles, beauty products and notions, under the name of "L'Élégante Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 315½ St-Joseph street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

L'élégante Inc.

**L'Institut des Oblates Bénédictines
de Ville-Marie**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Clotilde Mathys, Georgette Plineault, ouvrières sociales, de Montréal, et Louise Lefebvre, bibliothécaire, d'Outremont, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler au renouveau chrétien, sous le nom de "L'Institut des Oblates Bénédictines de Ville-Marie".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

**L'Institut des Oblates Bénédictines
de Ville-Marie**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1951, incorporating without share capital: Clotilde Mathys, Georgette Pineault, social workers, of Montreal and Louise Lefebvre, librarian, of Outremont, all the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the renewal of Christianity, under the name of "L'Institut des Oblates Bénédictines de Ville-Marie".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

Nouvelle Pulpwood Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit juin 1951, constituant en corporation: William John West, Herbert Hiram Gunter avocats, et Howard Hovey Hagerman, gérant, tous de la cité de Fredericton, comté de York, province du Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à produire du bois de pulpe et du bois de construction, agir comme marchands et courtiers de bois de charpente et propriétaires de scierie, sous le nom de "Nouvelle Pulpwood Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879 C. E. CANTIN.

Nouvelle Pulpwood Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1951, incorporating: William John West, Herbert Hiram Gunter, barristers-at-law, and Howard Hovey Hagerman, manager, all of the City of Fredericton, County of York, Province of New Brunswick, for the following purposes:

To carry on the business of pulpwood and lumber operators, timber merchants and brokers and saw-mill proprietors, under the name of "Nouvelle Pulpwood Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Carleton, Judicial District of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879-o Acting Deputy Attorney General.

**Valleyfield Express Limitée
Valleyfield Express Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1951, constituant en corporation: Antonio Patenaude, J.-Paul Chatel, marchands, Lionel Cossette, avocat, tous de la cité de Salaberry de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de transport et d'entreposage, de garagiste, sous le nom de "Valleyfield Express Limitée" — "Valleyfield Express Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30879-o C. E. CANTIN.

**Valleyfield Express Limitée
Valleyfield Express Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1951, incorporating: Antonio Patenaude, J. Paul Chatel, dealers, Lionel Cossette, advocate, all of the city of Salaberry de Valleyfield judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on the business of transportation and warehousing in general, under the name of "Valleyfield Express Limitée" — "Valleyfield Express Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Salaberry de Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30879 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

American Paper Box Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 21 août 1951, à la compagnie "American Paper Box Co. Limited", ratifiant son règlement "E" augmentant son capital de \$199,000 à \$298,900 par la création de 999 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30880 L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

American Paper Box Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "American Paper Box Co. Limited", ratifying its By-Law "E" increasing its capital stock from \$199,000 to \$298,900 by the creation of 999 additional common shares of the \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
30880-o Deputy Attorney General.

**Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée
St. Pierre Realities Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 août 1951, à la compagnie "Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée — St. Pierre Realities Company Limited", ratifiant: 1°) son règlement spécial "B" modifiant les dispositions des lettres patentes de la manière indiquée dans ce règlement; 2°) son règlement spécial "C" diminuant le capital autorisé de la compagnie de \$200,000 à \$50,000 par l'annulation de 1,500 actions ordinaires non-émises d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30880 L. DÉSILETS.

Forster, McGuire & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 août 1951, à la compagnie "Robert Forster & Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 octobre 1949, changeant son nom en celui de "Forster, McGuire & Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 24 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30880 L. DÉSILETS.

O. Chalifour, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 août 1951, à la compagnie "O. Chalifour, Incorporée", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$150,000 à \$250,000, par la création de 600 actions privilégiées classe A de \$100 chacune et de 400 actions privilégiées classe B de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30880-o L. DÉSILETS.

Regalco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 août 1951, à la compagnie "Les Galeries Mont-Royal Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juillet 1947, changeant son nom en celui de "Regalco Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 24 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30880 L. DÉSILETS.

Alphonse Gratton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

**Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée
St. Pierre Realities Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of August 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée — St. Pierre Realities Company Limited", ratifying: 1.) its Special By-law "B" modifying the provisions of the letters patent in the manner set forth in such by-law; 2.) its Special By-Law "C" reducing the authorized capital stock of the company from \$200,000 to \$50,000 by the cancellation of 1,500 unissued common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
30880-o Deputy Attorney General.

Forster, McGuire & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Robert Forster & Company Limited", incorporated by letters patent dated October 5th, 1949, changing its name to that of "Forster, McGuire & Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
30880-o Deputy Attorney General.

O. Chalifour, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of August, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "O. Chalifour, Incorporée," ratifying a by-law increasing its capital stock from \$150,000 to \$250,000 by the creation of 600 Class A preferred shares of \$100 each and 400 Class B preferred shares of \$100 each, bearing the rights, restrictions and privileges set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
30880 Deputy Attorney General.

Regalco Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Galeries Mont-Royal Limitée", incorporated by letters patent dated July 22nd, 1947, changing its name to that of "Regalco Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
30880-o Deputy Attorney General.

Alphonse Gratton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 août 1951, à la compagnie "Alphonse Gratton Inc.", ratifiant son règlement N° 6 portant son capital-actions autorisé de \$20,000 à \$120,000, par la création de 1,000 actions privilégiées nouvelles de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30903-o L. DÉSILETS.

Najeeb Lawand & Sons, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 août 1951 à la compagnie "Najeeb Lawand & Sons, Limited", ratifiant son règlement N° 23, augmentant son capital autorisé de \$199,000 à \$400,000 par la création de 2010 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30903 L. DÉSILETS.

Pruneau, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 août 1951 à la compagnie "Pruneau, Limited", ratifiant son règlement N° 17, augmentant son capital autorisé de \$20,000 à \$120,000 par la création de 20,000 actions privilégiées de \$5 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30903 L. DÉSILETS.

W. E. Baxter, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 21 août 1951 à la compagnie "W. E. Baxter, Limited", ratifiant son règlement 20: 1°) diminuant son capital-actions de \$20,000 à \$10,000 par l'annulation de 100 actions ordinaires non émises de \$100 chacune; 2°) augmentant ledit capital-actions de \$10,000 à \$85,000 par la création de 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 août 1951.

L'Assistant-procureur général,
30903 L. DÉSILETS.

ters patent, bearing date August 24, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Alphonse Gratton Inc.", ratifying its By-law No 6 increasing its authorized capital stock from \$20,000 to \$120,000, by the creation of 1,000 new preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, August 24, 1951.

L. DÉSILETS,
30903 Deputy Attorney General.

Najeeb Lawand & Sons, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Najeeb Lawand & Sons, Limited", ratifying its By-Law No. 23 increasing its authorized capital from \$199,000 to \$400,000 by the creation of 2010 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
30903-o Deputy Attorney General.

Pruneau, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Pruneau, Limited", ratifying its By-Law No. 17 increasing its authorized capital stock from \$20,000 to \$120,000 by the creation of 20,000 preferred shares of \$5 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
30903-o Deputy Attorney General.

W. E. Baxter, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st of August, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "W. E. Baxter, Limited", ratifying its By-Law 20: 1°) reducing its capital stock from \$20,000 to \$10,000 by the cancellation of 100 unissued common shares of \$100 each; 2°) increasing such capital stock from \$10,000 to \$85,000 by the creation of 7500 preferred shares of \$10 each, subject to the rights, restrictions and privileges mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
30903-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes annulées

Letters Patent Annuled

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 980, en date du 5 septembre 1951, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la loi 10, George VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes des compagnies ci-après mentionnées a été décrétée, à savoir:

Noticé is hereby given that in virtue of Order in Council number 980, dated September 5, 1951, adopted under the authority of the provisions of section 4 of the Act 10 George VI, chapter 48, the annulment of the letters patent of the companies hereinafter mentioned has been enacted, to wit:

Nom de la Compagnie:
Name of the company:

Constituée le:
Incorporated on:

Siège social:
Head Office:

L'Agence Provinciale d'Assurance et d'Accomode- ment Limitée — The Provincial Insurance and Adjustment Agency Limited.	13 novembre 1933...	Montréal.
Alderson & Mackay, Incorporated	1er octobre 1930	Montréal.
Art Moderne Français Limitée.	20 mars 1926.	Montréal.
L'Association des Transports du Sud Inc.— Southern Transport Association Inc.	7 juillet 1932	Trois-Rivières.
Les Ateliers Paul et Jean & Cie Limitée.	29 juillet 1937	Ste-Croix, cté Lotbinière.
P. E. Bégin Limitée.	20 avril 1937	Lévis.
Boiler Inspectors' Association of the Province of Quebec, Inc.	18 février 1933	Montréal.
La Bourse du Travail, Ltée	18 février 1921	Montréal.
William Cairns, Limited	16 septembre 1916 ..	Montréal.
The Catholic Girls Association, Inc.	5 mars 1932.	Montréal.
Chait Construction Company	31 mai 1927.	Outremont, P. Q.
Le Clairon Inc.	16 janvier 1936	Montréal.
Le Club Versailles Incorporé	7 mai 1936.	Montréal.
Commercial & Tourists Travel Bureau Ltd.	5 avril 1946	Montréal.
La Cie de Construction Calabrese Limitée.	9 septembre 1936 ..	Montréal.
La Compagnie de Construction du Nord de la Gatineau Ltée.	2 février 1937	Maniwaki.
The Continental Drug and Chemical Company ..	23 avril 1907	Montréal.
Continental Soya Company Limited.	24 juillet 1937	Montréal.
Cosmo Ornament Company Limited.	7 février 1935	Montréal.
Cote St-Luc Realty & Investment Company, Limited.	4 mai 1931.	Montréal.
Cowansville Hardware Limited — Ferronnerie Cowansville (Limitée)	12 juillet 1939	Cowansville, P. Q.
Crédit Central Incorporé — Central Credit Incor- porated.	2 juillet 1936	Montréal.
La Compagnie de Crédit de Construction Cana- dienne Limitée — Canadian Construction Credit Company Limited	25 avril 1939	Montréal.
Credit & Investigation Service Corporation Ltd..	12 juin 1940.	Montréal.
Dominion Skis Limited	25 avril 1938	Québec.
Upper Roslyn Realty Corporation	24 novembre 1936. ..	Montréal.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC,
par L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

30899-0

THE ATTORNEY GENERAL
OF THE PROVINCE OF QUEBEC,
per L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

30899-0

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 10,670. Dame Irène Duquette, demanderesse; vs Lionel Beauchamp, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25e jour d'août 1949.

Le Procureur de la demanderesse,
LUCIEN THINEL.

30883-0

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 10,670. Dame Irène Duquette, plaintiff; vs Lionel Beauchamp, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case, on the 25th day of August, 1949.

LUCIEN THINEL,
Attorney for the plaintiff.

30883

Dame Corinne Bourque, épouse de Isaac Boudreau, marchand, domicilié à Havre-aux-Maisons, Iles de la Madeleine, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Cap-aux-Meules, le 5 septembre 1951.
L'Avocat de la demanderesse,
30881-o HONORÉ DIONNE.

Dame Corinne Bourque, wife of Isaac Boudreau, merchant, domiciled at Havre-aux-Maisons, Magdalen Islands, has taken an action against her husband for separation as to property.

Cap-aux-Meules, September 5, 1951.
HONORÉ DIONNE,
30881 Attorney for the Petitioner.

Dame Marie Léger, épouse de Ephrem Desjardins, marchand, domicilié à Havre-aux-Maisons, Iles de la Madeleine, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Cap-aux-Meules, le 5 septembre 1951.
L'Avocat de la demanderesse,
30882-o HONORÉ DIONNE.

Dame Marie Léger, wife of Ephrem Desjardins, merchant, domiciled at Havre-aux-Maisons, Magdalen Islands, has taken an action against her husband for separation as to property.

Cap-aux-Meules, September 5, 1951.
HONORÉ DIONNE,
30882 Attorney for the Petitioner.

Action en séparation de corps et de biens

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province de Québec, District de Nicolet, Cour Supérieure, N° 1758. Dame Léonie Roux, domiciliée et résidant au village de Manseau, district de Nicolet, épouse commune en biens de Emery Spénard, journalier, domicilié aux mêmes lieux, mais actuellement résidant en la cité de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, demanderesse; vs ledit Emery Spénard, journalier, domicilié au village Manseau, district de Nicolet, et actuellement résidant en la cité de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 6 septembre 1951.
Le Procureur de la demanderesse,
ANDRÉ VIGEANT.

Canada, Province of Quebec, District of Nicolet, Superior Court, No. 1758. Léonie Roux, domiciled and residing in the village of Manseau, district of Nicolet, wife common as to property of Emery Spénard, laborer, domiciled in the same place, but actually residing in the City of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs said Emery Spénard, laborer, domiciled in the village of Manseau, district of Nicolet and actually residing in the city of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, defendant.

An action for separation from bed and board has been instituted in this case on the 6th of September 1951.

ANDRÉ VIGEANT,
30884-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

J.-B. LALIBERTÉ INC.

Règlement "B"

"Résolu que le règlement suivant soit et il est par les présentes adopté comme Règlement "B" de la compagnie, savoir:

1° Que le nombre de directeurs composant le bureau de direction soit et il est réduit par les présentes de sept à cinq directeurs.

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont par les présentes amendés pour donner pleine et entier effet à cette réduction dans le nombre des directeurs."

Certifié vraie copie à Québec, ce 4ième jour de mai 1951.

30885-o Le Secrétaire,
GÉRARD PLANTE.

KIMBALL AUTOMOBILE LTÉE

"Règlement N° 18 — Lequel constituait au préalable un bureau de direction de (3) trois directeurs, a été modifié pour se lire comme suit: "Règlement N° 18 — Le bureau de direction sera composé de (4) quatre actionnaires qui auront charge de l'administration des affaires de la compagnie, comprenant les pouvoirs usuels attribués aux directeurs."

Certifié vraie copie.
30886 Le Secrétaire-trésorier,
J.-P. PEPIN.

J.-B. LALIBERTÉ INC.

By-law "B"

Resolved that the following By-law be and it is hereby adopted as By-law "B" of the company, to wit:

1. That the number of directors forming the Board of Directors be and it is hereby reduced from seven to five directors.

2. That the by-laws of the company be and the same are hereby amended to give full and entire effect to such reduction in the number of directors."

Certifies true copy, Quebec this 4th day of May, 1951.

30885 GÉRARD PLANTE,
Secretary.

KIMBALL AUTOMOBILE LTÉE

"By-Law No. 18 — which previously constituted a Board of (3) three Directors was amended to read as follows:

"By-Law No. 18 — The Board of Directors will consist of (4) four shareholders which will have charge of the administration of the Company's business including the usual powers attributed to Directors."

Certified a true copy.
30886-o J.-P. PEPIN,
Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 31 août 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association des Employés de Canadian General Electric Co. Ltd. (Montreal Works)", dont la formation a été autorisée le 20 mai 1949, avec siège social à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 septembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
30887-o JEAN BRUCHÉSI.

L'ASSOCIATION SPORTIVE D'AMOS INC.

Règlement No 4

"Attendu que la compagnie "L'Association Sportive d'Amos Inc." a été incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, 1ère partie, par lettres patentes émises le 22 août 1947, avec un nombre de six directeurs;

Attendu qu'il serait maintenant préférable que le nombre des directeurs soit augmenté à dix;

Sur proposition de M. Lucippe Hivon, il est résolu à l'unanimité, par le présent règlement, portant le N° 4, que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté à dix, et que le président et le secrétaire soient autorisés à faire les démarches et formalités requises en conséquence."

Fait et passé à Amos, ce deuxième jour de mai 1949.

Copie certifiée.

Le Président,
LUCIPPE HIVON.
Le Secrétaire,
30888-o ZÉNON BACON.

LANTHIER & SONS LIMITED

Règlement spécial "A"

Un règlement concernant la distribution de l'actif de "Lanthier & Sons Limited."

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires; et

2° Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations, En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie "Lanthier & Sons Limited" que:

a) La compagnie soit et elle est par les présentes autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et procéder subséquemment à sa dissolution par voie d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec;

b) Les directeurs et officiers sont par les présentes autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou convenables pour la bonne exécution du précédent.

Décrété le 7 septembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
30891 EDGAR-J. LANTHIER.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, Chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary, under date of August 31, 1951, has enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Association des Employés de Canadian General Electric Co. Ltd. (Montreal Works)", the formation whereof was authorized on May 20, 1949, with head office at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 7, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30887 Under Secretary of the Province.

L'ASSOCIATION SPORTIVE D'AMOS INC.

By-law No. 4

"Whereas the company "L'Association Sportive d'Amos Inc." was incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on the twenty-second day of August 1947, with Directors being six in number;

Whereas it would now be preferable that the number of directors be increased to ten;

It was moved by Mr. Lucippe Hivon and, by the present by-law, bearing No. 4, unanimously resolved, that the number of Directors of the company be increased to ten and that the president and the secretary be authorized to take the necessary steps and comply with the formalities required therefor."

Done and passed at Amos, this second day of May, 1949.

LUCIPPE HIVON,
30888 President.
ZÉNON BACON,
Secretary.

LANTHIER & SONS LIMITED

Special By-law "A"

Being a by-law respecting the distribution of the assets of "Lanthier & Sons Limited".

1. Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs; and

2. WHEREAS the Company has no debts or obligations Now, therefore, be it enacted as a By-law of "Lanthier & Sons Limited" that:

a) The Company be and it is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets ratably amongst its shareholders and subsequently proceed to dissolution by way of surrender of Charter under Section 26 of the Quebec Companies' Act;

b) The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 7th day of September, 1951.

30891-o EDGAR-J. LANTHIER,
Secretary-Treasurer.

SPEARTON INVESTMENTS LIMITED

Règlement "D" passé par les directeurs de la compagnie "Spearton Investments Limited", le 6 août 1951.

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations: En conséquence, qu'il soit et il est par les présentes décrété: Que l'actif de la compagnie soit distribué en espèces, au pro-rata entre les actionnaires de la compagnie, conformément à leur détention respective du capital-actions de la compagnie.

Daté à Montréal, le 6 août 1951.

SPEARTON INVESTMENTS LIMITED,
Le Secrétaire-trésorier,
E. M. EDSON.

30889

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Aqueduc de St-Yvon", en date du 21 juillet 1951, dont le siège social est situé à Saint-Yvon, comté de Gaspé-Nord, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 août 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

30890-o

UNION INVESTORS LIMITED

Sommaire du règlement spécial "A" intitulé "Un règlement pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires", passé par les directeurs le 15 août 1951.

Ledit règlement spécial "A" pourvoit à la distribution au pro rata entre les actionnaires de la compagnie de tout l'actif restant, une première distribution au taux de \$13.95 par action sera faite pas moins que quinze jours suivant la publication du présent sommaire dans la *Gazette officielle de Québec* et une autre distribution ou distributions seront faites subséquemment à tel moment ou moments et pour tel montant ou montants que les directeurs pourront, subséquemment, déterminer par résolution.

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie "Union Investors Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est un sommaire exact du règlement spécial "A" de ladite compagnie passé par les directeurs lors d'une assemblée dûment convoquée et tenue en la cité de Montréal le 15 août 1951.

En foi de quoi, j'ai signé ce 10ième jour de septembre 1951.

Le Secrétaire,
C. C. PARKES.

30901

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif N.-D. de Lourdes", en date du 11 août 1950, dont le siège social est situé à Notre-Dame de Lourdes, comté de Mégantic, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 août 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

30909-o

SPEARTON INVESTMENTS LIMITED

By-law "D" passed by the Directors of "Spearton Investments Limited", on 6th August, 1951.

Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and has no debts or obligations: Now therefore be it and it is hereby enacted: That the assets of the Company shall be distributed in specie among the shareholders of the Company pro rata and according to their several holdings in the Capital Stock of the Company.

Dated at Montreal, the 6th day of Augst, 1951.

SPEARTON INVESTMENTS LIMITED,
E. M. EDSON,
Secretary-Treasurer.

30889-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Aqueduc de St-Yvon", under date the 21st day of July, 1951, whereof the head office is at Saint-Yvon, county of Gaspé-North and that the said document has been filed in the archives of the departement of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of August, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

30890

UNIONS INVESTORS LIMITED

Summary of Special By-law "A", entitled "A By-Law for distributing the assets of the Company among the Shareholders" passed by the Directors on August 15, 1951.

The said Special By-law "A" provides for the distribution *pro rata* amongst the Shareholders of the Company of all of its remaining assets, a first distribution at the rate of \$13.95 cash per share to be made not less than fifteen days following the publication of the present summary in the *Quebec Official Gazette* and a further distribution or distributions to be made thereafter at such time or times and in such amount or amounts as the Directors may hereafter determine by resolution.

I the undersigned, Secretary of "Union Investors Limited", do hereby certify that the foregoing is an accurate summary of Special By-law "A" of the said Company passed by the Directors at a meeting only called and held at the City of Montreal on August 15th, 1951.

In witness whereof, I have signed this 10th day of September 1951.

C. C. PARKES,
Secretary.

30901-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif N.-D. de Lourdes" under date the eleventh day of August, 1951, whereof the head office is at Notre-Dame de Lourdes, county of Megantic, and the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th of August, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

30909

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le dix septembre 1951, le changement de nom "L'Association des Employés de Turner & Newall (Canada) Ltd." en celui de "L'Association des Employés de "Atlas Asbestos Company Limited", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 septembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30910-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de St-Louis-de-Gonzague-de-Pintendre, comté de Lévis, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil a approuvé en date du 29 août 1951, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement de nom de la municipalité de la paroisse de St-Louis-de-Gonzague-de-Pintendre en celui de "Municipalité de la paroisse de St-Louis de Pintendre" comté de Lévis.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St Louis de Pintendre, ce cinquième jour de septembre 1951.

Le Maire,
ALPHONSE COUTURE.
Le Secrétaire-trésorier,
30911-o GÉRARD DUMONT.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Travailleurs du Fibre de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 août 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30912-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné qu'à son assemblée régulière du 5 septembre 1951, le Conseil de la Ville de Roxboro a adopté une résolution décidant en principe de changer la date des élections et que dans un délai de 30 jours à compter de la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, la Ville de Roxboro s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour fixer au premier jour juridique de juillet la date des élections municipales.

Daté à Montréal, ce 6ième jour de septembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN FILION. 30917-37-4

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional 'Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of September tenth, 1951, authorized the change of name "L'Association des Employés de Turner & Newall (Canada) Ltd." into that of "L'Association des Employés de "Atlas Asbestos Company Limited" and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 11 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30910 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the Municipality of the parish of St-Louis-de-Gonzague-de-Pintendre, county of Lévis that the Lieutenant-Governor in Council has approved, under date of August 29, 1951 following a report of the Committee of Honourable the Executive Council, the change of name of the municipality of the parish of St-Louis-de-Pintendre, into that of "Municipality of the parish of St-Louis de Pintendre county of Lévis.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, the said change shall come into force from and after the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*."

St. Louis de Pintendre this fifth day of September, 1951.

ALPHONSE COUTURE,
Mayor.
30911 GÉRARD DUMONT
Secretary Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Travailleurs du Fibre de Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on August 29, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, judicial district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
30912 Under Secretary of the Province.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that, at its regular meeting, held on September 5, 1951, the council of the Town of Roxboro adopted a resolution laying down the principle that the date of elections be changed and that within a delay of 30 days from the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette* the Town of Roxboro will apply to the Lieutenant-Governor in Council to fix to the first juridical day of July, the date of the Municipal elections.

Dated at Montreal, this sixth day of September, 1951.

JEAN FILION,
Secretary Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Villeneuve", en date du 30 juillet 1951, dont le siège social est situé à St-Thomas de Villeneuve, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 août 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30918-o JEAN BRUCHÉSI.

ASSOCIATION RECREATIVE ALCAN

Extrait des règlements de l'association ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 14 mai 1951, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de trois à sept:

"Article IV — Contrôle et administration — Sec. 1 — L'administration de l'Association et de ses propriétés sera assignée à un bureau de Direction composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier comme exécutif et de trois autres directeurs connus comme officiers de liaison et tous élus à leur poste par l'assemblée générale.

30924-o Le Secrétaire,
J. AUMOND.

FENIMORE IRON MINES LIMITED
Libre de responsabilité personnelle)

Règlement No. 72

(Concernant une augmentation du nombre des directeurs de la compagnie ci-dessus mentionnée, de cinq à sept)

Qu'il soit décrété comme règlement de la compagnie "Fenimore Iron Mines Limited" ce qui suit:

Que le premier paragraphe du règlement N° 3, étant partie des règlements généraux de la compagnie, tel que révoqué et de nouveau décrété comme le règlement N° 71, soit et il est par les présentes révoqué et le suivant est décrété pour le remplacer.

Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de direction de sept (7) directeurs dont quatre (4) formeront quorum. Chaque directeur sera un actionnaire de la compagnie.

Passé ce 30 avril 1951.

Je certifie par les présentes, que le règlement ci-dessus a été passé par les directeurs de la compagnie ci-dessus mentionnée à une assemblée dûment convoquée et tenue le 30 avril 1951, et que ce règlement a été dûment ratifié, sanctionné et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue à cette fin le premier juin 1951, par un vote unanime de sactionnaires présents ou représentés par procuration.

(Sceau)

30927 Le Secrétaire,
J. D. McCORMACK.

GASPÉ OIL VENTURES LIMITED
Libre de responsabilité personnelle)

Règlement "X"

Que le règlement général N° 20 de la compagnie soit, et il est par les présentes amendé, pour augmenter le nombre des directeurs de cinq (5) à sept (7) de manière à ce que le règlement se lise comme suit:

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Villeneuve" under date the 30th day of July, 1951, whereof the head office is at St-Thomas de Villeneuve, County of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of August, 1951.

30918 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

ASSOCIATION RECREATIVE ALCAN

Excerpt from the By-laws of the above mentioned association, as adopted at the meeting held on May 14, 1951, concerning the increased in the number of its directors from three to seven.

"Article IV — Control and administration — Sec. 1. The administration of the association and of its properties are assigned to a Board of Directors composed of a President, a Vice-President, a Secretary and a Treasurer, as executives, and of three other Directors as "liaison" officers, and all of whom to be elected to their positions by the general meeting.

30924 J. AUMOND,
Secretary.

FENIMORE IRON MINES LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law 72

Concerning an increase in the directorate of the above named company from five to seven).

Be it enacted as a By-law of "Fenimore Iron Mines Limited" as follows:

That the first paragraph of By-law Number 3, being part of the General By-laws of the Company as repealed and re-enacted as By-law Number 71, be and the same is hereby repealed and the following enacted in its place and stead:

The affairs of this Company shall be managed be a Board of seven (7) Directors of whom four (4) shall form a quorum. Every Director shall be a shareholder of the Company.

Passed this 30th day of April, 1951.

I hereby certify that the above By-law was passed by the Directors of the above company at a meeting duly called and held on the 30th day of April, 1951 and that the said By-law was duly ratified, sanctioned and confirmed at a Special General Meeting of the Shareholders of the company called and held for the purpose on the 1st day of June, 1951 by a unanimous vote of the Shareholders present thereat or represented by proxy.

(Seal)

30927-o J. D. McCORMACK,
Secretary.

GASPÉ OIL VENTURES LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law "X"

That General By-Law No. 20 of the Company be and the same is hereby amended to increase the number of Directors from five (5) to seven (7) so that the By-Law shall now read:

"A moins qu'il soit autrement déterminé, le nombre des directeurs sera sept (7) dont cinq (5) formeront quorum".

Copie certifiée du règlement "X" décrété par les directeurs, le 13 avril 1951, et ratifié à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le 31 août 1951.

La Secrétaire,
30928 LUCIENNE DEMERS.

LUMIRAY MANUFACTURING INC.

Règlement N° 26

Attendu qu'il est urgent d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre.

Qu'il soit par conséquent décrété comme règlement de la compagnie;

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en augmentant le nombre des dits directeurs de trois à quatre, trois desquels formeront quorum.

Et que le règlement N° 8 soit amendé en conséquence.

Daté ce vingt-sept juin mil neuf cent cinquante et un.

Le Président,
B. WAINBERG.
Le Secrétaire,
30934 IRVING M. SOLOWEY.

"Unless otherwise determined the number of Directors shall be seven (7) of whom Five (5) shall form a quorum."

Certified copy of By-Law "X" enacted by the Directors on the 13th day of April 1951, and ratified unanimously at a Special General Meeting of Shareholders held August 31st, 1951.

LUCIENNE DEMERS,
Secretary.

LUMIRAY MANUFACTURING INC.

By-Law No. 26

Whereas it is expedient to increase the number of directors of the company from three to four;

Now therefore be it enacted as a By-law of the Company;

That the number of directors of the Company be varied by increasing the number of such directors from three to four, three of whom shall form a quorum.

And that by-law No. 8 be amend to accord herewith.

Dated this twenty-seventh day of June, one thousand nine hundred and fifty-one.

President,
B. WAINBERG.
Secretary,
30934-o IRVING M. SOLOWEY.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 17 octobre 1951 et présentés avant le 28 novembre 1951, les pétitions introductives de bills privés devront être présentés avant le 17 novembre 1951, et reçus avant le 22 novembre 1951, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 décembre 1951.

Québec, le 16 août 1951.

Le Greffier,
30719-33-12-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 17th October, 1951 and introduced before the 28th November, 1951, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th November, 1951, and received before the 22nd November, 1951, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 12th December, 1951.

Quebec, August 16, 1951.

ANTOINE LEMIEUX,
30719-33-12-o Clerk.

Chartes — Abandon de

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

"La Corporation d'Aqueduc C.F.L.P.R.," incorporée suivant la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 18 mai 1935, donne avis qu'elle demandera à l'Honorable Procureur Général de la Province, l'autorisation d'abandonner sa charte et la fixation d'une date pour la cessation des affaires de la compagnie.

Montréal, le 7 juillet 1951.

LA CORPORATION D'AQUEDUC C.F.L.P.R.,
Le Secrétaire,
30893-o LÉOPOLD DAIGNEAULT.

Charters — Surrender of

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that "La Corporation d'Aqueduc C.F.L.P.R.," incorporated under part I of the Quebec Companies Act on May 18, 1935, will apply to the Honourable General Attorney of the Province of Quebec to be authorized to surrender its charter and will ask that a date be set for the cessation of the affairs of the Company.

Montreal, July 7, 1951.

LA CORPORATION D'AQUEDUC C.F.L.P.R.,
LÉOPOLD DAIGNEAULT,
30893-o Secretary.

LANTHIER & SONS LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Lanthier & Sons Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 7 septembre 1951.

LANTHIER & SONS LIMITED,
Le Secrétaire-trésorier,
E.-J. LANTHIER.

30892

LANTHIER & SONS LIMITED

Notice is hereby given that "Lanthier & Sons Limited", incorporated under the Quebec Companies' Act, intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Montreal, September 7, 1951.

LANTHIER & SONS LIMITED,
E.-J. LANTHIER,
Secretary-Treasurer.

30892-o

AVIS LEGAL

Avis est donné que la compagnie "Natalie Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 20 août 1951.

Le Secrétaire,
E. J. DROUIN.

Les Procureurs de la compagnie,
Fitch & Levitsky, avocats,
132 ouest, rue St-Jacques, Montréal. 30913

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Natalie Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of August, 1951.

E. J. DROUIN,
Secretary.

Fitch & Levitsky, avocats,
132 St. James St. W., Montreal,
Attorneys for Company. 30913-o

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par les présentes donné que les RR. SS. Hospitalières de l'Hôtel-Dieu St-Michel de Roberval, présenteront à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé par laquelle elles demanderont à la Législature de Québec de passer un bill ou loi, constituant en corporation distincte et autonome, l'"Hôtel-Dieu d'Alma", avec, siège social dans la ville de St-Joseph d'Alma, et tous les droits, privilèges inhérents, nécessaires ou utiles à une telle corporation et Hôpital.

Roberval, ce 16 août 1951.

Le Procureur des requérantes,
W. H. GIRARD.

30764-34-4-o

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that "Les RR. SS. Hospitalières de l'Hôtel-Dieu St-Michel de Roberval" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, by a petition introducing a private bill whereby they will request from the Legislature of Quebec the passing of a Bill or Act, incorporating into a distinct and autonomous corporation "Hôtel-Dieu d'Alma", with head office in the town of St-Joseph d'Alma, with all the rights, privileges, attaching to, or necessary or useful for such a corporation and hospital.

Roberval, August 16, 1951.

W. H. GIRARD,

30764-34-4

Attorney for the Petitioners.

Avis est donné que la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, corporation constituée civilement par lettres patentes du roi de France en date de mars 1692, complétées par la loi 12 Victoria, chapitre 140, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à ladite loi aux fins suivantes: mieux définir ses buts et certains pouvoirs qu'elle a actuellement; acquérir toutes propriétés mobilières et immobilières, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour fins de revenus n'exède pas la somme de cinq cent mille dollars; engager ses biens meubles et immeubles de toutes manières, pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations, contractés spécialement par émission d'obligations ou d'autres titres ou valeurs; définir que les pouvoirs de la corporation seront exercés par son conseil, composé ainsi qu'il sera statué; édicter des dispositions relatives à la dissolution de la corporation, à la représentation de ses membres

Notice is given that the Community of the Sisters of the General Hospital of Quebec, a body civilly incorporated under Letters Patent of the King of France, dated of March 1692, and completed by the Act 12 Victoria, chapter 140, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain amendments to said Act, as follows: define more clearly its aims and certain powers that it now possesses; acquire all moveable and immoveable property, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue does not exceed five hundred thousand dollars; encumber its moveable and immoveable property in any way whatsoever, to secure the payment of its loans or the carrying of its obligations, specially by issuing bonds or other title-deeds or securities; declare that the powers of said corporation shall be exercised by its council, composed in the manner which shall be defined; enact dispositions relating to the dissolution of said corporation, to the representa-

par ladite corporation, aux officiers dont la signature liera celle-ci, à la modification de son nom corporatif et du siège social de celle-ci.

Québec, 30 août 1951.
 Les Procureurs de la Communauté des
 Religieuses de l'Hôpital Général de
 Québec,
 30850-36-4-o GUÉRARD ET PELLAND.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que les exécuteurs testamentaires des dernières volontés de feu Arthur Yale, à savoir: Dame Claire Yale, des cité et district de Montréal, et Me Marc Vermette, N.P., du village de Saint-Janvier, comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature de Québec, par bill privé, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de certaines clauses du testament de feu Arthur Yale, et l'autorisation de vendre le résidu des biens immobiliers faisant partie de la succession.

Montréal, le 24 août 1951.
 Les Procureurs des requérants,
 CAMIRAND, DUFORT & BERGERON.
 30810-35-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Dame Immaculata Laferrière, de la cité de Montréal, veuve de Eugène Farley, de son vivant du même lieu, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre certaines propriétés immobilières délaissées par M. Eugène Farley et faire le partage du produit de cette vente aux enfants issus du mariage.

Montréal, le 28 août 1951.
 Le Procureur de la pétitionnaire,
 30832-35-4-o PHILIPPE DANDURAND.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
 POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-GERMAIN
 DE RIMOUSKI,
 DANS LE COMTÉ DE RIMOUSKI

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de St-Germain de Rimouski, dans le comté de Rimouski, demanderont à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, d'adopter une loi aux fins d'imposer une taxe de vente de 1%, conformément à la loi dans les limites de son territoire.

Rimouski, ce 28ième jour du mois d'août 1951.
 Les Procureurs des Pétitionnaires,
 30831-35-4-o SIMARD & CHASSÉ,

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Frederick Francis Myson, mouleur de la Ville de St-Laurent, près de Montréal, Qué., s'adressera, par bill privé, à la législature de Québec à sa prochaine session, a fin de changer son nom de famille, ainsi que celle de ses enfants, de Myson à Griggs.

Cowansville, Qué., le 6 Septembre 1951.
 Le Procureur du Requéant,
 30904-437-4-o W. F. BOWLES. C.R.

tion by said corporation of its members, to the officers whose signatures shall bind said corporation, to the altering of its corporate name or the place of its corporate seat.

Quebec, August 30th, 1951.
 GUÉRARD AND PELLAND,
 Attorneys for the Community of the
 Sisters of the General Hospital of
 30850-36-4-o Québec.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the testamentary Executors of the last will and testament of the late Arthur Yale, to wit: Dame Claire Yale, of the city and district of Montreal, and Mr. Marc Vermette, N.P., of the village of St. Janvier, Terrebonne County, will apply to the Quebec Legislature, by private bill, at its next Session, to obtain the modification of certain clauses of the testament of the late Arthur Yale and the authorization to sell the residue of the immovables of the said Estate.

Montreal, August 24, 1951.
 CAMIRAND, DUFORT & BERGERON,
 Attorneys for Petitioners.
 30810-35-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Immaculata Laferrière, of the city of Montreal, widow of Eugène Farly, in his lifetime of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of securing authorization to sell certain immovable properties, left by M. Eugène Farley and to divide the product of such sale among the children born of the said marriage.

Montreal, August 28, 1951.
 PHILIPPE DANDURAND,
 Attorney for the Petitioner.
 30832-35-4

THE SCHOOL COMMISSIONERS
 FOR THE MUNICIPALITY OF ST-GERMAIN
 DE RIMOUSKI,
 IN THE COUNTY OF RIMOUSKI

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of St-Germain de Rimouski, in the county of Rimouski, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of levying a sale-tax of 1%, according to Law, within the limits of its territories.

Rimouski, this twenty-eighth day of the month of August, 1951.
 SIMARD & CHASSÉ,
 30831-35-4 Attorneys for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Frederick Francis Myson, moulder of the Town of St Laurent, near Montreal, Que., will apply, by private bill, to the Legislature of Quebec, at its next session, to change his name and that of his children from Myson to Griggs.

Cowansville, Que., September 6th, 1951.
 W. F. BOWLES. K.C.
 Attorney for Petitioner.
 30904-37-4-o

VILLE DE TERREBONNE

TOWN OF TERREBONNE

Avis est par les présentes donné par la Ville de Terrebonne, qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- a) Pouvoir d'emprunt.
- b) Construire et exploiter des édifices publics.
- c) Autorisation à déboursier les montants nécessaires pour publicité.
- d) Prohiber et réglementer les cirques ambulants.
- e) Changer les limites des quartiers électoraux.
- f) Pouvoir de réglementer et taxer les boîtes téléphoniques.
- g) Prohiber les jeux de bagatelle et autres de même nature.
- h) Réglementer le stationnement, limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis.
- i) Changer les heures de votation pour les élections municipales.
- j) Payer une indemnité aux membres du conseil.
- k) Réglementer la construction.
- l) Contribuer aux déboursés de la commission industrielle.

Montréal, le 7 septembre 1951.

Le Procureur de la Ville de Terrebonne,
30905-37-4-o FRS. FAUTEUX.

Notice is hereby given that the Town of Terrebonne will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments on its charter on the following matters:

- a) Power to borrow.
- b) Build and operate public buildings.
- c) Authorization to disburse necessary amounts for publicity purposes.
- d) Prohibit and regulate circus.
- e) Change electoral districts.
- f) Regulate and impose telephone boots.
- g) Prohibit hazard games or "bagatelles" and other of similar nature.
- h) Regulate the parking, limit the number of permits and impose taxes on auto-taxis.
- i) Change hours of votation for municipal elections.
- j) Pay an indemnity to the members of the council.
- k) Regulate the constructions.
- l) Contribute to the disbursements of Industrial Commission.

Montreal, September 7th, 1951.

FRS. FAUTEUX,
Attorney for the Town, of Terrebonne.
30905-37-4-o

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Amendements à la Charte de la Cité

Amendments to the City Charter

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1. Exploiter l'Auditorium Municipal;
- 2. Obtenir le droit d'emprunter pour exécuter certains travaux municipaux et pour la construction et l'aménagement d'un incinérateur;
- 3. Payer une pension annuelle au Recorder de la Cité;
- 4. Fixer l'indemnité des membres du Conseil de la Cité.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce 13e jour de septembre 1951.

Le Procureur de la Cité,
30919-37-4-o FRS. FAUTEUX, C.R.

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, to obtain amendments to its charter on the following matters:

- 1. To operate the Municipal Auditorium;
- 2. To obtain the right to borrow for the construction of certain municipal works and to construct and equip and incinerator;
- 3. To pay an annual pension to the Recorder of the City;
- 4. To fix the indemnity of the members of the City Council.

Given at the City Hall, Verdun, P.Q., this 13th of September 1951.

FRS. FAUTEUX, K.C.,
City Solicitor.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 708-51.

No. 708-51.

Québec, le 30 août 1951.
Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Grondines, N° 1, paroisse, dans le comté de Portneuf, les lots numéros 41 à 53 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Charles-de-Grondines et de les annexer à la municipalité scolaire de Grondines, N° 2, village, dans le même comté.

Québec, August 30, 1951.
Application is made to detach from the school municipality of Gronines No. 1, parish, in the county of Portneuf, lots numbers 41 to 53 inclusively of the official cadastre for the parish of St-Charles-de-Grondines, and to annex the same to the school municipality of Grondines No. 2, village, in the same county.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30851-36-2-o O. J. DÉSALNIERS,

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 126-51.

No. 126-51.

Québec, le 30 août 1951.
Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, les lots 26A, 26B et 27 et toutes les subdivisions du rang IV du Canton

Québec, August 30, 1951.
Application is made to detach from the school municipality of the parish of Jonquière, in the county of Chicoutimi, lots 26A, 26B and 27 and all the subdivisions of Range IV of the township

de Jonquière et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Jonquière, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30852-36-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 895-51.

Québec, le 8 septembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire dissidente de Barnston, dans le comté de Stanstead, les lots numéros 21-A et 21-B, du rang VII, du canton de Barnston et de les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Suzanne-de-Boundary-Line, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30906-37-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 784-47.

Québec, le 5 septembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de St-André de Sutton, dans le comté de Brome, les lots 506 et 509 à 522 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Sutton, pour les annexer à la municipalité scolaire de Saint-François-d'Assise-de-Frelighsburg, dans le comté de Missisquoi.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30907-37-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Numéro 471-51.

Québec, le 10 septembre 1951.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Hauterive", dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire:

Ce territoire comprendra la partie occidentale du canton Lafèche, c'est à dire, un territoire borné au nord par la limite dudit canton, à l'ouest et au sud par la rivière Manicouagan, à l'est par une ligne passant au centre de la rivière Amédée à partir du fleuve St-Laurent jusqu'au bloc "K" le bloc "K" sera entièrement compris dans la future municipalité scolaire; à partir du bloc "K" une ligne partant du coin nord-est du dit bloc, avec une orientation nord astronomique, jusqu'à la limite nord du canton Lafèche; ce territoire comprendra aussi le bloc "B" du canton Eudes, les blocs "D" et "M" du canton Manicouagan ainsi que les lots 33B à 38B inclusivement du rang VI du même canton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30933-37-2-o O. J. DÉSAULNIERS,

of Jonquière, and to annex the same to the school municipality of the town of Jonquière, in the same county.

30852-36-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 895-51.

Quebec, September 8, 1951.

Application is made to detach from the dissentient school municipality of Barnston, in the county of Stanstead, lots numbers 21-A and 21-B of range VII of the township of Barnston, and of Ste-Suzanne de Boundary-Line, in the same county.

30906-37-2

O. J. DESAULNIERS
Superintendent of Education.

No. 784-47.

Quebec, September 5, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of the village of St-André de Sutton, in the county of Brome, lots 506 and 509 to 522 inclusively, of the official cadastre for the parish of Sutton, to annex the same to the school municipality of Saint-François d'Assise de Frelighsburg, in the county of Missisquoi.

30907-37-2

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 471-51.

Quebec, September 10, 1951.

Application is made to form into a separate school municipality under the name of "Hauterive", in the county of Saguenay, the territory hereinunder described which is not yet organized from the viewpoint of schools:

The territory will comprise the western part of the township Lafèche, that is to say, a territory bounded on the north by the limit of the aforesaid township, on the west and south by the Manicouagan River, on the east by a line passing in the centre of the Amédée River, starting from the St-Lawrence River as far as Block "K" the Block "K" will be entirely comprised in the future school municipality; starting from Block "K" a line starting from the northeast corner of said Block bearing north astronomically as far as the northern limit of the township Lafèche; this territory will also comprise Block "B" of the township Eudes, Blocks "D" and "M" of the township Manicouagan and also lots 33B to 38B inclusively of range VI of the same township.

30933-37-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine division d'enregistrement de Champlain

Avis est par la présente donné que les lots 416-159 à 416-238 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 août 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

30900-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine registration division of Champlain.

Notice is hereby given that lots 416-159 to 416-238 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 24th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

30900-o

AVIS

Cadastré officiel du village de Mont-Laurier division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 17, 18, 19, partie du lot 15 Rang I sont annulés et le lot 1784 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 août 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

30900-o

NOTICE

Official cadastre of the village of Mont-Laurier registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 17, 18, 19, part of lot 15, Range I are cancelled and lot 1784 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 29th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

30900-o

AVIS

Cadastré officiel du village de Pointe-Fortune division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 18-A-1 et 18-A-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 août 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

30900-o

NOTICE

Official Cadastre of the Village of Pointe-Fortune registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 18-A-1 and 18-A-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 29th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

30900-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statut refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 3265 du 6 septembre 1940, dans sa teneur modifiée, relatif au commerce de détail dans la cité de Québec.

Le paragraphe "f" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"f) *Chef de rayon*: Le terme "chef de rayon" signifie et comprend tout employé (cf. paragraphe "b") qui a la charge de l'administration d'un rayon d'établissement commercial.

Les chefs de rayon dont la rémunération hebdomadaire moyenne dépasse \$75 ne tombent pas sous le coup de la présente définition et sont considérés comme faisant partie de la direction de l'entreprise."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 15 septembre 1951.

30930-o

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Status of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 3265 of September 6, 1940, as amended, relating to the retail trade in the city of Quebec.

Subsection "f" of section II will be replaced by the following:

"f) *Department head*: The term "department head" means and includes any employees (cf. subsection "b") who is in charge of the administration of a department in a commercial establishment.

A department head whose average weekly remuneration exceeds \$75.00 is not covered by the present definition and is considered as belonging to the management of the concern."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 15, 1951.

30930-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la conven-

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agree-

tion collective de travail relative à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1256 du 16 novembre 1950, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée de la façon suivante:

Les taux de salaires établis pour la zone I, à l'article II, seront remplacés par les suivants:

Zone I

Classifications:	Taux
Mécanicien.....	\$1.38
Ajusteur.....	1.24
Forgeron.....	1.24
Aide (boutique ou chantier).....	1.11
Monteur.....	1.38

Il est entendu que les taux précédents seront réduits sur une base de pourcentage pour chaque cinq points de baisse du coût de la vie.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, Québec le 15 septembre 1951. 30930-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux matériaux et aux travaux d'isolement en tuyauterie dans la région de Montréal, rendue obligatoire par la section "B" (article XXII-B) du décret numéro 579 du 7 juin 1951 relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite convention de la façon suivante:

1° Les paragraphes "f" et "g" dudit article seront remplacés par les suivants:

"f) *Apprentissage*: 1. La période complète d'apprentissage dans ce métier est de quatre (4) ans. Une année d'apprentissage comprend 2,080 heures de travail calculées d'après les heures régulières. Pour les fins de ce calcul, tout le travail supplémentaire doit être considéré comme du travail régulier.

À l'expiration de cette période d'apprentissage, le salarié peut se présenter devant un bureau d'examineurs en vue de subir l'examen requis pour l'obtention de son certificat de qualification de "mécanicien en isolement d'amiante".

2. L'employeur peut avoir deux apprentis pour chaque mécaniciens; il est entendu cependant que l'un seulement de ces deux employés peut être un apprenti de première année. Cette proportion est établie en regard du nombre total de salariés d'un employeur et non en regard du nombre de salariés affectés à un chantier distinct de construction.

g) *Taux minima de salaire*:

	l'heure
1. <i>Apprentis</i> :	
1ère année.....	\$0.85
2ème année.....	1.05

ment relating to the Ornamental Iron and Bronze Industry in the district of Montréal, rendered obligatory by the decree No. 1256 of November 16, 1950, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

The wages rates for Zone I, as contained in section II, will be replaced by the following:

Zone I

Classification:	Rates
Mechanic.....	\$1.38
Fitter.....	1.24
Blacksmith.....	1.24
Helper (shop or field).....	1.11
Errector.....	1.38

It is mutually agreed that the foregoing wage rates shall be reduced on a percentage basis whenever the Cost of Living Index shall have receded five points or any subsequent series of five points.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Québec, September 15, 1951. 30830-0

NOTICE OF AMENDMENT

The honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to pipe insulation materials and labour in the district of Montreal, rendered obligatory by part "B" (section XXII-B) of the decree number 579 of June 7, 1951, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have submitted to him a request to amend the said agreement as follows:

1. Subsections "f" and "g" of the said section will be replaced by the following:

"f) *Apprenticeship*: 1. The entire period of apprenticeship is one of four (4) years. One (1) year of apprenticeship consist of 2,080 working hours compiled on regular working hours. Double time and overtime shall be counted as regular time for this purpose.

At the end of such apprenticeship term, the employee is eligible to sit for an examination before an examining board for the purpose of obtaining his competency card as "asbestos insulation mechanic".

2. The employer has the right to employ two (2) apprentices to each mechanic; however, it is understood that amongst those two (2) apprentices, there will be only one first year apprentice. This ratio shall apply to the total number of employees per employer and not to any specific construction operation.

g) *Minimum wage rates*:

	per hour
1. <i>Apprentices</i> :	
1st year.....	\$0.85
2nd year.....	1.05

3ème année.....	1.20	3rd year.....	1.20
Mécanicien junior.....	1.35	Junior mechanic.....	1.35
Mécanicien en isolement d'amiante....	1.70	Asbestos insulation mechanic.....	1.70
2. Contremaître:			
S'il dirige une équipe d'au moins 5 hommes.....	1.80	2. Foreman: in charge of at least 5 men.....	1.80
S'il dirige une équipe d'au moins 10 hommes.....	1.85	in charge of at least 10 men.....	1.85
S'il dirige une équipe d'au moins 15 hommes.....	1.90	in charge of at least 15 men.....	1.90
S'il dirige une équipe de 20 hommes ou plus.....	1.95"	in charge of 20 men or more.....	1.95"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 septembre 1951. 30930-o

Department of Labour,
Quebec, September 15, 1951. 30930-o

**Département du Trésor
Assurances**

**Treasury Department
Insurances**

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Avis est par les présentes donné que la Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby n'a pas renouvelé son permis et son certificat d'enregistrement expirés le 30 juin 1951 et qu'en conséquence, l'enregistrement de ladite société est annulé à compter du 1er juillet 1951, en conformité des dispositions de l'article 123 de la Loi des assurances de Québec.

Notice is hereby given that "Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby" did not renew its license and certificate of registration expired on the 30th of June 1951, and that consequently the registration of the said society has been cancelled as from the 1st of July 1951, pursuant to the provisions of section 123 of the Quebec Insurance Act.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 30 août 1951.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 30th of August 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
30853-36-2-o Surintendant des Assurances.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
30853-36-2-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Examen final) Septembre 1951 — (Final examination) September 1951

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— Champagne.....	Pierre-A.....	23	Montréal
2.— Cohen.....	Ralph A.....	27	"
3.— Cromp.....	Jos.-A.....	28	"
4.— Desjardins.....	Pierre.....	25	"
5.— Elie.....	Pierre-Paul.....	25	"
6.— Garmaise.....	Arthur.....	24	"
7.— Gordon.....	Paul G.....	27	"
8.— Hubscher.....	Frank F.....	24	"
9.— Kirkland.....	Marie-Claire.....	26	"
10.— Laing.....	J. Campbell.....	26	"
11.— Langelier.....	Jean.....	25	"
12.— Limoges.....	André-P.....	27	"
13.— Mathieu.....	Guy.....	26	"
14.— Mondello.....	Roméo.....	42	"
15.— Pipar.....	John T.....	24	"
16.— Ringuet.....	Luce.....	24	"
17.— St-Pierre.....	Léo-A.....	29	"
18.— Taschereau.....	Antoine.....	26	"
19.— Vien.....	Jean-T.....	32	"

Montréal, le 11 septembre 1951.— Montreal, September 11, 1951.

Le Secrétaire,
FRANCOIS MERCIER,
Secretary.

30929-37-2-o

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Examen préliminaire) Septembre 1951 — (Preliminary examination) September 1951

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— Barrière	Jean	22	Montréal.
2.— Beck	Clifton M.	29	Ville St-Laurent.
3.— Bennett	R. M. H.	23	Verdun.
4.— Bisailon	Ivan	25	Montréal.
5.— Dionne	Jacques	21	"
6.— Drazner	Michael	26	"
7.— Drody	J. E.	28	"
8.— Franklin	Martin	24	"
9.— Friedman	Horace	39	"
10.— Gonthier	Charles	23	"
11.— Gougeon	Michel	25	"
12.— Granda	J.	33	"
13.— Gualtieri	Rosa B.	25	"
14.— Hamel	Robert	24	"
15.— Kaplan	Joseph S.	25	"
16.— Keating	William P.	25	"
17.— Laberge	Réjane	27	"
18.— Lacaille	Pierre	21	"
19.— LeBlanc	Guy	29	Ville St-Laurent.
20.— Lebrun	Micheline	24	Montréal.
21.— Macintyre	Alex.	33	"
22.— Mendelson	Jos. A.	31	"
23.— Munro	Robert L.	24	"
24.— Phelan	Charles A.	24	"
25.— Provost	Jean	23	"
26.— Racicot	Roland W.	31	"
27.— Raider	Alex.	24	"
28.— Roy	Albert	24	"
29.— Stalker	Ian C.	24	"
30.— Steinberg	Maurice	25	"
31.— Tourangeau	Gérard	25	"

Montréal, le 11 septembre 1951.— Montreal, September 11, 1951.

Le Secrétaire,
FRANCOIS MERCIER,
Secretary.

30929-37-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT-LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Casgrain	Philippe	24	Rimouski.

Rimouski, le 7 septembre 1951.— Rimouski, September 7, 1951.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Clerk	Stephen	25	St-Hilaire, Qué.

Valleyfield, le 7 septembre 1951.— Valleyfield, September 7, 1951.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
RICHARD LAFONTAINE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

30929-37-2-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Robb.	James Alexander	21	Huntingdon, P.Q.	Faculty of Arts and Science, McGill University.

Valleyfield, ce 10 septembre 1951.— Valleyfield, September 10, 1951.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
RICHARD LAFONTAINE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

30929-37-2-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1951 — Examinations of October, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Lalonde.	J.-Jacques.		Outremont.	Université d'Ottawa.

Hull, le 31 août 1951.— Hull, August 31, 1951.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
LOUIS FARLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

30866-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens d'octobre 1951.— Examinations of October, 1951

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Legault.	Gaétan.	22	Ottawa.
Mackell.	Peter R. D.	24	Ottawa.
Ollivier.	Paul.	25	Ottawa.

Hull, le 31 août 1951.— Hull, August 31, 1951.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
LOUIS FARLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

30866-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de septembre 1951.— Examinations of September, 1951.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Joly.	Charles-André.	24	Joliette, P. Q.

Joliette, 4 septembre 1951.— Joliette, September 4, 1951.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJÉAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

20866-o

BARREAU DE RICHELIEU—BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Dussault	Yvette	26	St-Césaire.

Salaberry de Valleyfield, ce 31 août 1951.— Salaberry de Valleyfield, August 31, 1951.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
RICHARD LAFONTAINE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

30866-o

Greffes de Notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Lucien Cyr, notaire demeurant et exerçant à L'Annonciation, comté de Labelle, district judiciaire de Hull, par laquelle il demandera transmission en sa faveur des minutes répertoire et index de Me Philius Morissette, notaire décédé.
Montréal, 11 septembre 1951.

Le Secrétaire-Trésorier
de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

30914-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Lucien Cyr, Notary residing and practising at L'Annonciation, County of Lavelle, Judicial District of Hull, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Philius Morissette, deceased Notary.
Montreal, September 11th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer,
* of the Board of Notaries.

30914-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Roland Lamoureux, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me P. A. Lamoureux, notaire décédé.
Montréal, 11 septembre 1951.

Le Secrétaire-Trésorier,
de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

30915-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries by Me Roland Lamoureux, Notary residing and practising at Montréal, Judicial District of Montréal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me P. A. Lamoureux, deceased Notary.
Montreal, September 11th 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer,
of the Board of Nataries.

30915-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Normand Provencher, notaire demeurant et exerçant à Manseau, comté de Nicolet, district judiciaire des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me J. F. Paré notaire.
Montréal, 11 septembre 1951.

Le Secrétaire-Trésorier,
de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

30916-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries by Me Normand Provencher, Notary residing and practising at Manseau, County of Nicolet, Judicial District of Three-Rivers, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me J. F. Paré, Notary.
Montreal, September 11th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer,
of the Board of Notaries.

30916-o

Liquidation, avis de

Winding up Notice

Avis est donné que les actionnaires de la "Compagnie d'Aqueduc des Écureuils" ont adopté, le 8 août 1951, une résolution décrétant la liquidation volontaire et la dissolution de cette

Notice is given that the shareholders of the "Compagnie d'Aqueduc des Écureuils", under date of August 8, 1951, adopted a resolution enacting the voluntary winding-up and dissolu-

compagnie, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et nommé M. Eudore Dussault liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
30923-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est présentement donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Corry & Leonard Electric Ltd.", tenue à Montréal le 10 août 1951, il a été résolu à l'unanimité que ladite compagnie soit liquidée volontairement conformément à la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social et que H. B. Savage, comptable de la cité de Montréal, soit nommé liquidateur aux fins de cette liquidation.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 septembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30931 JEAN BRUCHÉSI.

tion of this company, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q. 1941, chapter 278, and that Mr. Eudore Dussault has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th of September, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30923 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of "Corry & Leonard Electric Ltd.", held at Montreal on the 10th day of August, 1951, it was unanimously resolved that such company be wound up voluntarily pursuant to the Winding-up Act and that H. B. Savage, accountant of the City of Montreal, be appointed Liquidator for the purpose of such winding-up.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30931-o Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 25 juillet 1951.

M. Sydney D. Taylor, garde-chasse, de Knowlton: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford.

MM. Jos. J. Donohue, 53 Chemin Lakeshore, Valois, Marcel Gill, 1040 E. ave Laurier, Alcide Lamarche, 1453 rue Joliette, J.-Eugène Legault, 4574 rue St-Denis, Albert Lévesque, 1482 rue Closse, app. 7, Ernest Ste-Marie, 2233 E. ave Mont-Royal, ces cinq derniers de la cité de Montréal, tous six inspecteurs du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: Georges-R. Doiron, maître de poste surveillant, de Bourlamaque: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, et Louis-B. Lamontagne, inspecteur, évaluateur et ajusteur en assurance, 6½ rue Belvédère, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 8 août 1951.

MM. Ival Paquette, de Ste-Brigide: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Iberville, et Fernand Drapeau, secrétaire de l'honorable Ministre des Terres et forêts, à Sherbrooke, 66B, rue Gillespie, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15.

MM. P.-E. Turcotte, Charles Tremblay, Roland Pelletier, J.-Arsène Boisjoli et André Trotter, commis au bureau de l'administrateur des loyers de Québec, 262 rue St-François, Québec: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'ar-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, July 25, 1951.

Mr. Sydney D. Taylor, gamekeeper, of Knowlton: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Bedford.

Messrs Jos. J. Donohue 53, Lakeshore Road, Valois, Marcel Gill, 1040 E. Laurier Ave., Alcide Lamarche, 1435 Joliette Street, J. Eugène Legault, 4574 St-Denis street, Albert Levesque, 1482 Closse Street, Apt. 7, Ernest Ste-Marie, 2233 Mount Royal Ave. E., the five latter of the city of Montreal, all six inspectors of the joint committee of the Automobile industry of Montreal: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Georges R. Doiron, superintendent post-master, of Bourlamaque: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, and Louis B. Lamontagne, insurance inspector, appraiser and adjuster, 6½ Belvedere Street, Quebec; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec. The Justices of the Peace, named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, August 8, 1951.

Messrs Ival Paquette, of Ste-Brigide: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Iberville, and Fernand Drapeau, Secretary of the Honourable the Minister of Lands and Forests, at Sherbrooke, 66B Gillespie Street, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes 1941, chapter 15.

Messrs P. E. Turcotte, Charles Tremblay, Roland Pelletier, J. Arsène Boisjoli and André Trotter, clerks in the office of the administrator of Rentals of Quebec 262 St-François Street, Quebec: to be Justices of the Peace, for the purpose

ticle 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus 1941, chapitre 15, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec.

Québec, le 14 août 1951.

M. Dallas Grant, de Windsor Mills: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François.

M. Raymond Rivet, de Lac Rapide: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Pontiac, de Hull et de Labelle.

M. Antonio Bourbeau, registraire de la division d'enregistrement d'Abitibi: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des subpoenaes et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la présidence aux comparutions, à l'ajournement des causes, à l'audition des demandes de mise en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

MM. Jos. Bolduc, employé du C.N.R., 321, 13ème rue, et Léo Tremblay, inspecteur en chef du district de Québec de la Commission du salaire minimum, tous deux de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Jean-Marie Fortin, comptable, 3446 rue Delisle, Gérard Loïselle, conseiller municipal et épicier-boucher, 0741 rue Charlevoix, tous deux de Montréal, et Paul Sarrazin, garagiste, 3572 avenue Verdun, Verdun: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal:

— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

MM. J. Romulus Beuparlant et Georges Caron, de Hull: nommés conjointement, sous le nom de Beuparlant et Caron, pour exercer les fonctions de protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat, et député-greffier de la Couronne, et député-greffier de la paix du district de Hull, à compter du 1er septembre 1951.

30936-o

of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes 1941, chapter 15, with jurisdiction over the judicial district of Quebec.

Quebec, August 14, 1951.

Mr. Dallas Grant, of Windsor Mills: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis.

Mr. Raymond Rivet, of Lac Rapide: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Pontiac, Hull and Labelle.

Mr. Antonio Bourbeau, registrar of the Registration Division of Abitibi: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec 1941), chapter 15 with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, such jurisdiction, however, being restricted to the administering of the oath, the swearing of complaints, the issue of subpoenaes and warrants of custody, also the presidency at hearings and adjournment of cases the hearing of pleas for provisory liberty, the fixing and receiving of sureties, either alone when the Law permits or jointly with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Messrs Jos. Bolduc, C.N.R. employee, 321 — 13th Street, and Léo Tremblay, chief inspector, for the district of Quebec, of the minimum wage commission, both of Quebec: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Jean Marie Fortin, accountant 3446 Delisle Street, Gérard Loïselle, municipal councillor and grocer, butcher, 0741 Charlevoix Street, both of Montreal, and Paul Sarrazin, garage-keeper, 3572 Verdun Ave. Verdun: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal.

The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs J. Romulus Beuparlant, and Georges Caron, of Hull: appointed jointly, under the name of "Beuparlant et Caron" to exercise the functions of Prôthonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court and Clerk of the Magistrate's Court, and Deputy Clerk of the Crown and Deputy Clerk of the Peace, for the district of Hull, from and after the 1st of September, 1951.

30936

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi:

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires,

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith:

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec:
GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convene the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of busi-

Nous vous convoquons par les présentes pour le sept novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P. LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce premier jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent cinquante et un, et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

30720-33-12-o

ANTOINE LEMIEUX.

ness, We hereby convene you for the seventh day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this first day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,

30720-33-12

at Quebec.

Ratification de titre

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, Ex parte N° 412. Mlles Pomela & Marie Louise Langevin, filles majeures usant de leurs droits, des cité et district de Montréal, requérantes.

AVIS DE REQUETE EN RATIFICATION DE TITRES

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, du district de Montréal, un acte passé devant L. J. Boileau, notaire, le 4 mai 1951, entre J. Victor Langevin et Mlles. Pomela & Marie-Louise Langevin, toutes deux filles majeures de la cité de Verdun étant un acte de vente par ledit J. Victor Langevin auxdites Mlles. Pomela & Marie Louise Langevin:

"Un emplacement situé en la cité de Montréal, portant le numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatorze cent vingt-quatre (1424-7) au plan et sur le livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, dans la cité de Montréal, avec les bâtisses dessus construites et portant les Nos. 1452-1454 de la rue Mansfield."

et en la possession de J. Victor Langevin, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant l'enregistrement dudit acte par lequel ledit immeuble a été acquis par lesdites Mlles. Pomela & Marie Louise Langevin, sont averties qu'il sera présentée à ladite Cour le 24 octobre 1951, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédures civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elle seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

En foi de quoi nous avons fait apposer aux présentes le sceau de Notre Cour Supérieure et le seing du protonotaire d'icelle, à Montréal, le 6ième jour du mois de septembre en l'an de Notre-Seigneur mil neuf cent cinquante-et-un.

(Sceau)

30908-37-2-o

Le député-protonotaire de la Cour Supérieure,
T. DEPATIE.

Confirmation of Title

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, Ex Parte No. 412. Misses Pomela & Marie Louise Langevin, spinsters, of the city and district of Montreal, petitioners,

NOTICE OF PETITION FOR CONFIRMATION OF TITLE

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a deed executed before L. J. Boileau notary, on the 4th of May 1951, between J. Victor Langevin & Misses Pomela & Marie Louise Langevin, spinsters of the city of Verdun, being a deed by the said J. Victor Langevin to the said Misses Pomela & Marie Louise Langevin:

"A site situated in the City of Montreal, bearing number seven of the official subdivision of originating lot fourteen hundred twenty four (1424-7), on official plan and book of reference of St-Antoine Ward, in the city of Montreal with buildings thereon erected and bearing civic numbers of 1452-1454 Mansfield Street."

and possessed by J. Victor Langevin, as proprietor for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said immoveable was acquired by the said Misses Pomela & Marie Louise Langevin, are hereby notified that application will be made to the said Court on the 24th of October 1951, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

In witness whereof, we have caused, the Seal of our said Superior Court to be hereunto affixed at Montreal, this 6th day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-one.

(Seal)

30908-37-2-o

T. DEPATIE,
Deputy-Prothonotary of the
Superior Court.

Sièges sociaux

Head Offices

Canada, province de Québec, district de Montréal

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "Associated Real Estate Appraisers Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de Québec en date du 29 juin 1951, a établi son siège social à 435 avenue Elm, dans la cité de Westmount, Québec.

Notice is hereby given that "Associated Real Estate Appraisers Inc.", incorporated by Quebec Letters Patent on June 29th, 1951, has established its Head Office at 435 Elm Ave., in the City of Westmount, Que.

30894 Le Président,
KENNETH S. FORTUNE.

30894-o KENNETH S. FORTUNE,
President.

AVIS

NOTICE

Avis est donné que la compagnie "Canapro Ltd.", constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 24 octobre 1950, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 25 de la rue St-Louis. A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Notice is hereby given that "Canapro Ltd.", a company incorporated by Letters Patent, on the 24th day of October, 1950, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 25 St. Louis Street.

Donné à Québec, ce 5ième jour de septembre, 1951.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company;

Dated at Québec, this 5th day of September, 1951.

30895-o Le Secrétaire,
JULES FRÉMONT.

30895-o JULES FRÉMONT,
Secretary.

J.-ADRIEN BOIVIN LIMITÉE

J.-ADRIEN BOIVIN LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "J.-Adrien Boivin Limitée" constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 28 avril 1950, transfère son bureau principal de 27, rue Sir Adolphe-Routhier, Québec, à 3, rue de Callières, Québec.

Notice is given that the company "J.-Adrien Boivin Limitée" incorporated by letters patent bearing date April 28, 1950, is moving its head office from 27 Sir Adolphe Routhier Street, Quebec, to 3 de Callières Street, Quebec.

30896-o Le Président,
J.-ADRIEN BOIVIN.
Le Secrétaire,
HENRI BEAUPRÉ.

J.-ADRIEN BOIVIN,
President.
HENRI BEAUPRÉ,
Secretary.

Canada, province de Québec, district de Québec

Canada, province of Quebec, district of Quebec

BART SCHOOL INC.

BART SCHOOL INC.

Avis est par les présentes donné que "Bart School Inc." constitué en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec en date du 29 décembre 1950, et ayant son principal bureau en la cité de Québec, district de Québec, a établi son bureau au No. 109, Côte d'Abraham, cité de Québec.

Notice is hereby given that "Bart School Inc", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th of December, 1950, and having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, has established its office at No. 109, "Côte d'Abraham", city of Quebec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, P.Q., ce trentième jour du mois d'août 1951.

Given at Quebec, P.Q., this thirtieth day of the month of August, 1951.

30902-o (Seau) Le Secrétaire,
JEAN-GUY BART.

30902 (Seal) JEAN BUY BART,
Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE
DE LA PRAIRIE
(COMTÉ DE NAPIERVILLE-LA PRAIRIE)

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN
OF LA PRAIRIE
(COUNTY OF NAPIERVILLE-LA PRAIRIE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, M. Léopold Péladeau, sec.-trés., Hôtel

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, M. Léopold Péladeau, secretary-treasurer, City Hall, 43 St-Ignace

de Ville, 43, rue St-Ignace, La Prairie, jusqu'à 8½ heures p.m., mardi le 2 octobre 1951, pour l'achat de \$465,000.00 d'obligations de la commission scolaire de la ville de La Prairie, comté de Napierville-La Prairie, datées du 1er août 1951 et remboursables par séries du 1er août 1952 au 1er août 1971 inclusivement avec intérêt à un taux de 4% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

street, La Prairie, up to 8½ o'clock p.m., Tuesday, October 2, 1951, for the purchase of \$465,000.00 of bonds of the School Commission of the Town of La Prairie, county of Napierville-La Prairie, dated August 1st, 1951 and redeemable serially from August 1st, 1952 to August 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate of 4% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$465,000.00 — 20 ans. Table of Redemption — \$465,000 — 20 years.

Année	Capital	Year	Capital
1er août 1952.....	x \$24,500.00	August 1st, 1952.....	x \$24,500.00
1er août 1953.....	x 25,500.00	August 1st, 1953.....	x 25,500.00
1er août 1954.....	x 26,500.00	August 1st, 1954.....	x 26,500.00
1er août 1955.....	x 27,500.00	August 1st, 1955.....	x 27,500.00
1er août 1956.....	x 28,500.00	August 1st, 1956.....	x 28,500.00
1er août 1957.....	x 30,000.00	August 1st, 1957.....	x 30,000.00
1er août 1958.....	x 31,000.00	August 1st, 1958.....	x 31,000.00
1er août 1959.....	x 32,000.00	August 1st, 1959.....	x 32,000.00
1er août 1960.....	x 33,500.00	August 1st, 1960.....	x 33,500.00
1er août 1961.....	x 35,000.00	August 1st, 1961.....	x 35,000.00
1er août 1962.....	14,000.00	August 1st, 1962.....	14,000.00
1er août 1963.....	15,000.00	August 1st, 1963.....	15,000.00
1er août 1964.....	15,500.00	August 1st, 1964.....	15,500.00
1er août 1965.....	16,000.00	August 1st, 1965.....	16,000.00
1er août 1966.....	16,500.00	August 1st, 1966.....	16,500.00
1er août 1967.....	17,500.00	August 1st, 1967.....	17,500.00
1er août 1968.....	18,000.00	August 1st, 1968.....	18,000.00
1er août 1969.....	18,500.00	August 1st, 1969.....	18,500.00
1er août 1970.....	19,500.00	August 1st, 1970.....	19,500.00
1er août 1971.....	20,500.00	August 1st, 1971.....	20,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de 219,945.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en 10 versements de \$21,994.50 chacun de 1952 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$219,945.00 granted by the Provincial Secretary and payable in 10 instalments of \$21,994.50 each from 1952 to 1961 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionnée dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à La Prairie.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at La Prairie.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tenders must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à l'Hôtel de Ville, 43 St-Ignace, La Prairie à 8½ heures p.m., mardi le 2 octobre 1951.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held at the City Hall, 43 St-Ignace, La Prairie, at 8½ o'clock p.m., Tuesday, October 2, 1951.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

La Prairie (Comté de Napierville-La Prairie), ce 24ième jour d'août 1951.

La Prairie (County of Napierville-La Prairie), this 24th day of August, 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉOPOLD PÉLADEAU,
Hôtel de Ville,
43, rue St-Ignace,
30809-o La Prairie, Napierville-La Prairie)

LÉOPOLD PÉLADEAU,
Secretary-Treasurer,
City Hall,
43 St-Ignace Street,
30809 La Prairie, (Napierville-La Prairie).

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE D'ASCOT CORNER
(SHERBROOKE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Renaud, secrétaire-trésorier, Ascot Corner (Sherbrooke), P.Q., jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 2 octobre 1951, pour l'achat de \$112,000 d'obligations de la commission scolaire d'Ascot Corner, comté de Sherbrooke, datées du 1er septembre 1951 et remboursables par séries du 1er septembre 1952 au 1er septembre 1966 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$112,000 — 15 ans

Année	Capital
1er septembre 1952 x	\$16,500.00
1er septembre 1953 x	17,000.00
1er septembre 1954 x	18,000.00
1er septembre 1955 x	18,500.00
1er septembre 1956 x	16,500.00
1er septembre 1957	2,000.00
1er septembre 1958	2,000.00
1er septembre 1959	2,500.00
1er septembre 1960	2,500.00
1er septembre 1961	2,500.00
1er septembre 1962	2,500.00
1er septembre 1963	2,500.00
1er septembre 1964	3,000.00
1er septembre 1965	3,000.00
1er septembre 1966	3,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi au montant total de \$85,890 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en quatre versements annuels de \$17,722.50 et un autre de \$15,000 seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Québec, à Montréal ou à Sherbrooke.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 2 octobre 1951, à 8 heures p.m., à la salle paroissiale d'Ascot Corner.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ascot Corner (comté de Sherbrooke), ce 11 septembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. RENAUD,
Ascot Corner,
(Sherbrooke), Qué.

30932-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF ASCOT CORNER
(SHERBROOKE)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. A. Renaud, secretary-treasurer, Ascot Corner (Sherbrooke), P. Q., up to 8 o'clock p.m., on Tuesday, October 2, 1951, for the purchase of \$112,000 of bonds of the School Commission of Ascot Corner, county of Sherbrooke, dated September 1st, 1951, and redeemable serially from the 1st of September 1952 to the 1st of September 1966, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually on the 1st of March and 1st of September of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$112,000 — 15 years

Year	Capital
September 1st, 1952 x	\$16,500.00
September 1st, 1953 x	17,000.00
September 1st, 1954 x	18,000.00
September 1st, 1955 x	18,500.00
September 1st, 1956 x	16,500.00
September 1st, 1957	2,000.00
September 1st, 1958	2,000.00
September 1st, 1959	2,500.00
September 1st, 1960	2,500.00
September 1st, 1961	2,500.00
September 1st, 1962	2,500.00
September 1st, 1963	2,500.00
September 1st, 1964	3,000.00
September 1st, 1965	3,000.00
September 1st, 1966	3,000.00

The letters "x" indicate the years during which the annual payments of a grant to the total amount of \$85,890, granted by the Provincial Secretary and payable in four annual instalments of \$17,722.50, and another of \$15,000, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Quebec, Montreal or Sherbrooke.

The said bonds may, under authority of section 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Tuesday, October 2, 1951, at 8 o'clock in the evening, at the Parish Hall of Ascot Corner.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Ascot Corner (county of Sherbrooke), September 11, 1951.

J. A. RENAUD,
Secretary-Treasurer,
Ascot Corner,
(Sherbrooke), Que.

30932

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE
STE-LUCIE-DE-DONCASTER
(COMTÉ DE TERREBONNE)

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF
STE-LUCIE-DE-DONCASTER
(COUNTY OF TERREBONNE)

Avis public est par les présentes donné que les soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Willie Thouin, secrétaire-trésorier, Ste-Lucie-de-Doncaster, comté de Terrebonne, jusqu'à 7 heures p.m., mardi, le 2 octobre 1951, pour l'achat de \$35,000.00 d'obligations de la commission scolaire de Ste-Lucie-de-Doncaster (Terrebonne), datées du 1er septembre 1951 et remboursables par séries du 1er septembre 1952 au 1er septembre 1966 inclusivement avec intérêt à un taux de 4% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Willie Thouin, Secretary-Treasurer, Ste-Lucie-de-Doncaster, County of Terrebonne, until 7 o'clock p.m., Tuesday, October 2nd, 1951, for the purchase of an issue of \$35,000.00 of bonds of the School Commission of Ste-Lucie-de-Doncaster, County of Terrebonne, dated September 1st, 1951, and redeemable serially from September 1st, 1952, to September 1st, 1966, inclusively, with interest at a rate of 4% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$35,000. — 15 ans Table of redemption — \$35,000. — 15 years

Année	Capital
1er septembre 1952	x\$10,000.00
1er septembre 1953	x 10,500.00
1er septembre 1954	1,000.00
1er septembre 1955	1,000.00
1er septembre 1956	1,000.00
1er septembre 1957	1,000.00
1er septembre 1958	1,000.00
1er septembre 1959	1,000.00
1er septembre 1960	1,000.00
1er septembre 1961	1,000.00
1er septembre 1962	1,000.00
1er septembre 1963	1,000.00
1er septembre 1964	1,500.00
1er septembre 1965	1,500.00
1er septembre 1966	1,500.00

Year	Capital
September 1st 1952	x\$10,000.00
September 1st 1953	x\$10,500.00
September 1st 1954	1,000.00
September 1st 1955	1,000.00
September 1st 1956	1,000.00
September 1st 1957	1,000.00
September 1st 1958	1,000.00
September 1st 1959	1,000.00
September 1st 1960	1,000.00
September 1st 1961	1,000.00
September 1st 1962	1,000.00
September 1st 1963	1,000.00
September 1st 1964	1,500.00
September 1st 1965	1,500.00
September 1st 1966	1,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$20,090.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$10,045.00 en 1952 et 1953, seront arçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which the annual payments of a total grant of \$20,090.00 given by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$10,045.00 in 1952 and 1953, will be received and applied to the service of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, à Montréal ou à Québec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure in St-Agathe des Monts, County of Terrebonne, in Montreal or in Quebec.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts: cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipatio, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 2 octobre 1951, à 7 heures p.m., à la salle municipale de Ste-Lucie-de-Doncaster, comté de Terrebonne.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners which will be held on Tuesday, October 2nd, 1951, at 7 o'clock p.m., in the Municipal Hall of Ste-Lucie-de-Doncaster, County of Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Lucie-de-Doncaster (comté de Terrebonne), ce quatrième jour de septembre 1951.

Ste-Lucie-de-Doncaster (County of Terrebonne) this fourth day of September, 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
WILLIE THOUIN,

WILLIE THOUIN,
Secretary-Treasurer,

30920-o Ste-Lucie-de-Doncaster (Terrebonne).

30920-o Ste-Lucie-de-Doncaster, (Terrebonne).

Province de Québec

VILLAGE DE POINTE-AU-PIC
(COMTÉ DE CHARLEVOIX-EST)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Henri Pilote, secrétaire-trésorier, Pointe-au-Pic, cté de Charlevoix-Est, jusqu'à 7.30 heures p.m. lundi, le 1er octobre 1951, pour l'achat de \$170,000.00 d'obligations du village de Pointe-au-Pic, datées du 15 octobre 1951 et remboursables par séries du 15 octobre 1952 au 15 octobre 1966 inclusivement avec intérêt à un taux de 4% par année payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$170,000.00 — 15 ans

Année	Capital
15 octobre 1952.	\$ 3,500.00
15 octobre 1953.	2,000.00
15 octobre 1954.	2,000.00
15 octobre 1955.	2,500.00
15 octobre 1956.	2,500.00
15 octobre 1957.	2,500.00
15 octobre 1958.	2,500.00
15 octobre 1959.	2,500.00
15 octobre 1960.	2,500.00
15 octobre 1961.	2,500.00
15 octobre 1962.	3,000.00
15 octobre 1963.	3,000.00
15 octobre 1964.	3,000.00
15 octobre 1965.	3,500.00
15 octobre 1966.	132,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à La Malbaie.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 1er octobre 1951 à 7.30 heures p.m., à la salle de l'Académie St-Jean-Baptiste.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-au-Pic (Comté de Charlevoix-Est), ce 12 septembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI PILOTE,
Pointe-au-Pic,
Comté de Charlevoix-Est.

30926-0

Province de Québec

VILLE DE COWANSVILLE
(COMTÉ DE MISSISQUOI)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-R. Ouellette, sec.-trés., à l'hôtel de ville, 153 rue Principale, Cowansville, jusqu'à 8 heures p.m. mardi le 2 octobre 1951, pour l'achat de \$130,000.00 d'obligations de la ville de Cowans-

Province of Quebec

VILLAGE OF POINTE-AU-PIC
(COUNTY OF CHARLEVOIX-EAST)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Henri Pilote, secretary-treasurer, Pointe-au-Pic, county of Charlevoix-East, up to 7.30 o'clock p.m., Monday October 1st, 1951, for the purchase of \$170,000.00 of bonds of the village of Pointe-au-Pic dated October 15, 1951 and redeemable serially from October 15, 1952 to October 15, 1966 inclusively, with interest at a rate of 4% per annum payable semi-annually on April 15 and October 15 of each year. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$170,000.00 — 15 years

Year	Capital
October 15, 1952.	\$ 3,500.00
October 15, 1953.	2,000.00
October 15, 1954.	2,000.00
October 15, 1955.	2,500.00
October 15, 1956.	2,500.00
October 15, 1957.	2,500.00
October 15, 1958.	2,500.00
October 15, 1959.	2,500.00
October 15, 1960.	2,500.00
October 15, 1961.	2,500.00
October 15, 1962.	3,000.00
October 15, 1963.	3,000.00
October 15, 1964.	3,000.00
October 15, 1965.	3,500.00
October 15, 1966.	132,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at La Malbaie.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 1st, 1951 at 7.30 o'clock p.m., in the St-Jean-Baptiste Academy Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Pointe-au-Pic (County of Charlevoix-East), September 12, 1951.

HENRI PILOTE,
Secretary,
Pointe-au-Pic,
County of Charlevoix-East.

30926

Province of Quebec

TOWN OF COWANSVILLE
(COUNTY OF MISSISQUOI)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J. R. Ouellette, sec.-treas., at the City Hall, 153 Main St., Cowansville, up to 8 o'clock p.m., Tuesday, October 2, 1951, for the purchase of \$130,000 of bonds of the town of Cowansville, county of Missisquoi, dated

ville, comté de Missisquoi, datées du 1er septembre 1951 et remboursables par séries du 1er septembre 1952 au 1er septembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux de 4% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

September 1st, 1951, and redeemable serially from September 1st, 1952 to September 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate of 4% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$130,000. — 20 ans Table of Redemption — \$130,000. — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1er septembre 1952	\$ 5,000.00	September 1st, 1952	\$5,000.00
1er septembre 1953	5,000.00	September 1st, 1953	5,000.00
1er septembre 1954	5,000.00	September 1st, 1954	5,000.00
1er septembre 1955	6,000.00	September 1st, 1955	6,000.00
1er septembre 1956	6,000.00	September 1st, 1956	6,000.00
1er septembre 1957	6,000.00	September 1st, 1957	6,000.00
1er septembre 1958	7,000.00	September 1st, 1958	7,000.00
1er septembre 1959	7,000.00	September 1st, 1959	7,000.00
1er septembre 1960	7,000.00	September 1st, 1960	7,000.00
1er septembre 1961	8,000.00	September 1st, 1961	8,000.00
1er septembre 1962	5,000.00	September 1st, 1962	5,000.00
1er septembre 1963	5,000.00	September 1st, 1963	5,000.00
1er septembre 1964	6,000.00	September 1st, 1964	6,000.00
1er septembre 1965	6,000.00	September 1st, 1965	6,000.00
1er septembre 1966	6,000.00	September 1st, 1966	6,000.00
1er septembre 1967	7,000.00	September 1st, 1967	7,000.00
1er septembre 1968	7,000.00	September 1st, 1968	7,000.00
1er septembre 1969	8,000.00	September 1st, 1969	8,000.00
1er septembre 1970	8,000.00	September 1st, 1970	8,000.00
1er septembre 1971	10,000.00	September 1st, 1971	10,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à une banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Cowansville.

Capital and interest are payable at a chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Cowansville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 octobre 1951 à 8 heures p.m., à l'hôtel de ville, 153 rue Principale, Cowansville.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held Tuesday, October 2, 1951, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 153 Main St., Cowansville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Cowansville (Comté de Missisquoi), ce 12ième jour de septembre 1951.

Cowansville (County of Missisquoi), this 12th day of September, 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. OUELLETTE,
Hôtel de Ville, 153, rue Principale,
30925-o Cowansville, (Missisquoi).

J. R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer,
City Hall,
153, Main St., Cowansville,
30925 (Missisquoi).

Ventes — Loi de faillite

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, District de Québec, dans la Cour supérieure, en matière de faillite, N° 4319-F. Dans l'affaire de la faillite de Antonio Desrochers, St-Nicolas, Cté de Lévis.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court, sitting in Bankruptcy, No. 4319-F. In the matter of the insolvency of Antonio Desrochers, St-Nicolas, county of Lévis.

Avis est par la présente donné que le soussigné a été libéré par une ordonnance du tribunal daté du 15 août 1951.

Notice is hereby given that the undersigned has been released by an Order of the Court dated August 15, 1951.

Daté à Québec, ce 27ième jour du mois d'août 1951.

Dated at Quebec, this 27th day of the month of August, 1951.

30897-o ANTONIO DESROCHERS.

30897 ANTONIO DESROCHERS.

AVIS DE VENTE

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, (En faillite) N° 171. Dans l'affaire de la faillite de: Isai Larose, fabricant de conserves, Verchères, débiteur.

Avis est par les présentes donné que VENDRE-DI, le DOUZE OCTOBRE 1951, à ONZE heures de l'avant-midi sera vendu par encan public, à la porte de l'Église paroissiale de Verchères les immeubles suivants et séparément, savoir:

1° Un terrain situé en la paroisse de Verchères, au rang de la "Côte", constituant en la partie ci-après décrite du lot connu et désigné sous le numéro trente-huit (ptie de 28) au cadastre officiel de la paroisse de Verchères, mesurant cent soixante-et-un pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la route nationale, N° 3, qui le borne au sud-est, jusqu'au fleuve St-Laurent, qui le borne au nord-ouest, tenant au nord-est à la propriété de Charles Henri Lavigne, et au sud-ouest à la partie du même lot numéro trente-huit, propriété de Edouard Larivière, avec une bâtisse".

2° Une terre en culture située en la paroisse de Verchères, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro trois cent soixante sept (ptie 367) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, bornée au nord-ouest au chemin public, d'un côté au nord-est à la propriété de Dame Aurèle Lamontagne et à celle de M. Georges Bouvier, au sud-est à la propriété de Monsieur Georges Bouvier, et à celles de M. Clovis Larose et M. Alexandre Bouvier, d'autre côté au sud-ouest à la propriété de M. Pierre Larose. Une autre terre en culture située au même lieu, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre vingt-trois (283) des susdits plan et livre de renvoi officiels, bornée au sud-est au chemin public, au nord-ouest à la propriété de Aimé Charron, d'un côté au nord-est à celle de C. Trudeau, d'autre côté au sud-ouest à celle de Gérard Petit, avec les bâtisses dessus construites.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes se rattachant aux dits immeubles".

Cette vente est faite en vertu de jugements de la Cour Supérieure "En faillite" rendus par le Régistrare, et en vertu du code de procédure civile, pour les dites ventes avoir l'effet du décret.

Conditions: comptant,

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic
CLAUDE PERRAS.

Bureau de: Perras & Perras,
4, Notre-Dame est, Montréal. 30876-36-2-0

NOTICE OF SALE

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (sitting in Bankruptcy) No. 171. In the matter of the Bankruptcy of: Isai Larose, canned goods manufacturer, Verchères, debtor

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWELVE of OCTOBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold, by public auction, at the parish church door of Verchères, the following immovables, separately, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Verchères, in range "de la Côte", consisting of the part hereinafter described of the lot known and designated under number thirty-eight (Pt. of 38), on the official cadastre for the parish of Verchères, measuring one hundred and sixty-one feet in width, English measure, but the depth which there may be from National Highway No. 3, which bounds it on the southeast, as far as the River St-Lawrence which bounds it on the northwest, bounded on the northeast by the property of Charles Henri Lavigne, and on the southwest by the part of said lot number thirty-eight, property of Edouard Larivière with a building.

2. A farm under cultivation, situate in the parish of Verchères, known and designated as being part of lot number three hundred and sixty-seven (Pt. 367) on the official plan and in the book of reference for the parish of Verchères, bounded on the northwest by the public road, on one side, on the northeast, by the property of Dame Aurèle Lamontagne and by that of Mr. Georges Bouvier, on the southeast by the property of Mr. Georges Bouvier and at those of Mr. Clovis Larose and Mr. Alexandre Bouvier, on the other side, on the southwest by the property of Mr. Pierre Larose. Another farm under cultivation, situate at the same place, known and designated under number two hundred and eighty three (283) of the aforesaid official plan and book of reference bounded on the southeast by the public road, west on the north east by the property of Aimé Charron on one side, on the northeast by that of C. Trudeau, on the other side, on the southwest, by that of Gérard Petit with the buildings thereon erected.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

This sale is made pursuant to judgments of the Superior Court, "sitting in Bankruptcy", rendered by the Registrar, in conformity with the Code of Civil Procedure, so as to give the said sales, the effect of a Sheriff's Sales.

Conditions: Cash.

In addition to the purchase price, the purchaser must pay the Government dues of 2½%, according to law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of: Perras & Perras,
4 Notre-Dame East Montreal. 30876-36-2

VENTES PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No. 5486. { **GEORGES BOURQUE**,
voiturier Public, Plessisville, demandeur vs **LES HÉRITIERS D'ARTHUR FAUCHON**, fils, de son vivant journalier, de la Cité de Thetford, & **NAPOLÉON PRÉVOST**, cultivateur de Coleraine, défendeurs.

Une terre située dans la Municipalité de St-Joseph de Coleraine, étant les 2/3 nord-ouest du lot 27 du rang 1, sous billet de location, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'Église paroissiale du village de Disraeli, comté de Wolfe, **JEUDI, QUATRE OCTOBRE 1951 à TROIS heures de l'après-midi (Heure avancée)**

Le Shérif, **FÉLIX HOULE**,
Bureau du Shérif, Arthabaska, le 27 août 1951. 30825-35-2-0
[Première insertion: 1er septembre 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Québec,
District d'Arthabaska.

Cour Supérieure, No. 7118. { **HENRY DESROCHERS**,
bourgeois, Warwick, district d'Arthabaska, demandeur; vs **ARMAND COUTURE**, commerçant, Magog, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain de neuf rods de largeur par quarante rods et demi de profondeur, plus ou moins, et connu sous le No. six-75 (6-75) du douzième rang de Kingsay; borné d'un bout, vers le sud-ouest par le terrain de la Fabrique ou lot No. 6-82, au nord-ouest par la ligne de division entre les rangs douze et treize; d'un côté au nord-ouest par les emplacements qui partent de la rue de l'église et de l'autre côté au sud-est par le terrain de Georges Lemieux, remplaçant Etienne Lemieux, lot 6-63.

A déduire les morceaux vendus à Henri Martin et à Damien Bélanger, selon leur titre.

Le terrain présentant donné contient en superficie environ six arpents et trois-quarts sans garantie de mesure exacte, moins les morceaux vendus à Henri Martin et Damien Bélanger.

Tel que le tout est actuellement avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Kingsay Falls, **JEUDI, le DIX-HUIT d'OCTOBRE 1951 à DEUX heures de l'après-midi.**

Le Shérif, **FÉLIX HOULE**,
Bureau du Shérif, Arthabaska, 11 septembre 1951. 30921-37-2-0
[Première insertion le 15 septembre 1951]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Québec

Cour Supérieure, No. 17893. { **FERNAND BÉRUBÉ**, industriel domicilié et résidant à Cabano, demeurant, contre **JOS CARON**, résidant à St-Louis du Ha! Ha!, défendeur.

"I. Un certain lopin de terre situé dans la paroisse de St-Mathias de Cabano, mesurant

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec,
District of Arthabaska

Superior Court, No. 5486. { **GEORGES BOURQUE**,
public carrier, Plessisville, plaintiff; vs **THE HEIRS OF ARTHUR FAUCHON jr.**, in his lifetime labourer, of the city of Thetford, & **NAPOLÉON PRÉVOST**, farmer of Coleraine, defendants.

A farm situate in the municipality of St-Joseph de Coleraine, being the northwest 2/3 of lot 27 of range 1, under location ticket — with buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of the village of Disraeli, county of Wolfe, on **THURSDAY the FOURTH of OCTOBER, 1951, at THREE o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).**

Sheriff's Office, **FÉLIX HOULE**,
Arthabaska, August 27, 1951. 30825-35-2
[First Insertion: September 1, 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Arthabaska

Superior Court, No. 7118. { **HENRI DESROCHERS**,
bourgeois, of Warwick, district of Arthabaska, plaintiff; vs **ARMAND COUTURE**, trader, Magog, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land of nine rods in width by forty and one half rods in depth, more or less, and known under No. six-75 (6-75) of the twelfth range of Kingsay; bounded at one end towards the southwest by the land of "la Fabrique" or lot No. 6-82, on the northwest by the division line between ranges twelve and thirteen; on one side, on the northwest, by the emplacements which start from "de l'église" street, and on the other side, on the southeast by the land of Georges Lemieux replacing Etienne Lemieux, lot 6-63.

To be deducted parcels of land sold to Henri Martin, and to Damien Bélanger, according to their titles.

The land here given contains a superficial area of about six arpents and three quarters, without guarantee of exact measurement, less the parcels sold to Henri Martin and Damien Bélanger.

As the whole presently subsists, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Catholic Church door of Kingsay Falls, on **THURSDAY, the EIGHT-EENTH day of OCTOBER, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.**

Sheriff's Office, **FÉLIX HOULE**,
Arthabaska, September 11, 1951. 30921-37-2
[First insertion: September 15, 1951]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec

Superior Court, No. 17893. { **FERNAND BÉRUBÉ**, industriel, domicilié et résidant à Cabano, plaintiff; against **JOS. CARON**, residing at St-Louis du Ha! Ha!, defendant.

"I. A certain parcel of land situate in the parish of St-Mathias de Cabano, measuring four arpents

quatre arpents de largeur par onze arpents de profondeur; lequel lopin est connu comme faisant partie des lots numéros deux cent cinquante-six (p. 256) et deux cent cinquante-sept (p. 257) du cadastre fait pour la paroisse de St-Louis du Ha! Ha! et est borné à l'ouest par l'ancien chemin Témiscouata, au nord par la terre d'Alex Morin ou représentant d'Ulfrand Marquis, à l'est par celle de Joseph Michaud, et au sud par celle de Rosario Michaud; le tout avec les constructions dessus érigées, circonstances et dépendances."

"II. Tous les droits réels et de propriété qu'il peut avoir sur un autre lopin situé dans la paroisse de St-Louis du Ha! Ha!, formant environ dix arpents de terre en superficie; aussi tous les droits et prétentions qu'il peut avoir sur un autre lopin contigu à celui ci-dessus désigné, formant aussi environ dix arpents en superficie; lesquels lopins sont connus comme faisant partie du lot numéro cent trente-un (p. n. 131) du même cadastre que mentionné au paragraphe I ci-dessus, et sont bornés à l'ouest par le chemin neuf de Témiscouata, au nord par la terre de Joseph R. Pelletier, à l'est par l'ancien chemin de Témiscouata, et au sud par le terrain de Rosario Michaud — le tout avec les constructions dessus érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de Cabano, MARDI le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 16 août 1951. 30769-34-2-o
[Première insertion: 25 août 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec

Cour Supérieure, { ALPHÉ MALENFANT,
N° 62,214. { de la cité de Québec,
journalier, demandeur, contre
ÉMILE CAYOÛETTE, de la cité de Québec,
défendeur.

"Un terrain mesurant cinquante pieds de front sur cinquante pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front au sud au chemin public, à l'ouest, au nord et à l'est à la terre de Arthur Lebel ou représentants, lequel emplacement fait partie du lot numéro cent quarante-trois (p-143) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Arsène, au cadastre de la division d'enregistrement du comté de Témiscouata, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances quelconques."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Arsène de Témiscouata, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 17 août 1951. 30770-34-2-o
[Première insertion: 25 août 1951]

RIMOUSKI

Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { JOSEPH SMITH, mar-
N° 11025. { chand, de Sayabec, dis-
trict de Rimouski, deman-
deur, vs ARTHUR LAVOIE, journalier, de Sa-
yabec, district de Rimouski, défendeur.

in width by eleven arpents in depth, said parcel of land being known as forming part of lots numbers two hundred and fifty-six (Pt. 256) and two hundred and fifty-seven (Pt. 257) on the cadastre made for the parish of St-Louis du Ha! Ha!, and is bounded on the west by the old Témiscouata road, on the north by the land of Alex Morin or representative, of Ulfrand Marquis, on the east by that of Joseph Michaud and on the south by that of Rosario Michaud; the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

"II. All the real rights and rights of ownership which he may have on another parcel of land situate in the parish of St-Louis du Ha! Ha! forming about ten arpents of land in superficial area; also all rights and pretentions which he may have on another parcel of land, contiguous to that hereinabove designated, also forming about ten arpents in superficial area; such parcels of land are known as forming part of lot number one hundred and thirty-one (Ptn. 131) of same cadastre as mentioned in the above paragraph I, and are bounded on the west by the new Témiscouata road, on the north by the land of Joseph R. Pelletier, on the east by the old Témiscouata road, and on the south by the land of Rosario Michaud — the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Cabano, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, August 16, 1951. 30769-34-2
[First insertion: August 25, 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec

Superior Court, { ALPHÉ MALENFANT,
No. 62,214. { of the city of Quebec,
labourer, against ÉMILE CA-
YOÛETTE, of the city of Quebec, defendant.

A lot of land measuring fifty feet in front by fifty feet in depth, more or less, bounded in front, on the south by the public highway, on the west, on the north and on the east by the land of Arthur Lebel or representatives, said emplacement forming part of lot number one hundred and forty-three (Pt. 143) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Arsène, registration division for the county of Témiscouata — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies whatsoever.

To be sold at the church door of the parish of St-Arsène de Témiscouata, on WEDNESDAY the TWENTY-SIXTH day of the month of SEPTEMBER, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, August 17, 1951. 30770-34-2
[First insertion: August 25, 1951]

RIMOUSKI

Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { JOSEPH SMITH, merch-
No. 11025. { ant, of Sayabec, district
of Rimouski, plaintiff; vs
ARTHUR LAVOIE, laborer, of Sayabec, district
of Rimouski, defendant.

"Partie du lot N° dix-sept (P-17) rang A, au cadastre officiel du village Saindon, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sayabec, comté de Matapédia, le 24 SEPTEMBRE 1951 à DIX heures a.m.

30768-34-2-o Le Shérif,
 CHARLES GARON.
 [Première insertion: 25 août 1951]

Part of lot number seventeen (Pt. 17) range A, on the official cadastre for the village of Saindon — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Sayabec, county of Matapédia, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

30768-34-2 CHARLES GARON,
 Sheriff.
 [First insertion: August 25, 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province de Québec
 District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, { LUCIEN DURAND, culti-
 N° 11393. { vateur de la paroisse de
 { St-Pierre les Becquets, dis-
 trict de Nicolet, demandeur, vs JEAN-BAPTIS-
 TE PÉPIN, des mêmes lieux, défendeur.

"Le lot numéro cent trente-quatre (134) du cadastre de la paroisse de St-Pierre les Becquets avec bâtisses, contenant quatre-vingt arpents en superficie, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble."

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre les Becquets, comté de Nicolet, MARDI, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante et un, à 11 heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, L. P. MERCIER,
 Trois-Rivières, le 12 septembre, 1951 30922-37-2-o
 [Première insertion: 15 septembre 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province of Quebec
 District of Trois-Rivières

Superior Court, { LUCIEN DURAND, farmer
 No. 11393. { of the parish of St-Pierre
 { les Becquets, district of Nico-
 let, plaintiff; vs JEAN BAPTISTE PÉPIN, of
 the same place, defendant.

"Lot number one hundred and thirty-four (134) of the cadastre for the parish of St-Pierre les Becquets, — with buildings — containing eighty arpents in superficial area, with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable."

To be sold at the church door of the parish of St-Pierre les Becquet, county of Nicolet, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of OCTOBER, nineteen hundred and fifty-one at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
 Trois-Rivières, September 12, 1951. 30922-37-2
 [First Insertion: September 15, 1951]

**Index de la Gazette officielle
 de Québec, N° 37**

**Index of the Quebec Official
 Gazette, No. 37**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bourque vs Boudreau	2497
Duquette vs Beauchamp	2496
Léger vs Desjardins	2497

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Roux vs Spénard	2497
---------------------------	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2487

AVIS DIVERS:

Association Récréative Alcan (Directeurs)	2501
Chantier Coopératif N.-D. de Lourdes (Fondation)	2499
Fenimore Iron Mines Limited (Directeurs)	2501
Gaspé Oil Ventures Limited (Directeurs)	2501
J.-B. Laliberté Inc. (Directeurs)	2497
Kimball Automobile Ltée (Directeurs)	2497
La Caisse Populaire Desjardins de Ville-neuve (Fondation)	2501
Lanthier & Sons Limited (Distribution de l'actif)	2498
L'Association des Employés de "Atlas Asbestos Company Limited" (Change-ment de nom)	2500

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bourque vs Boudreau	2497
Duquette vs Beauchamp	2496
Léger vs Desjardins	2497

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Roux vs Spénard	2497
---------------------------	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2487

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Récréative Alcan (Directeurs)	2501
Chantier Coopératif N.-D. de Lourdes (Foundation)	2499
Fenimore Iron Mines Limited (Directeurs)	2501
Gaspé Oil Ventures Limited (Directeurs)	2501
J.-B. Laliberté Inc. (Directeurs)	2497
Kimball Automobile Ltée (Directeurs)	2497
La Caisse Populaire Desjardins de Ville-neuve (Foundation)	2501
Lanthier & Sons Limited (Distribution of the assets)	2498
L'Association des Employés de "Atlas Asbestos Company Limited" (Change of name)	2500

L'Association des Employés de Canadian General Electric Co. Ltd. (Existence terminée)	2498	L'Association des Employés de Canadian General Electric Co. Ltd (Existence terminated)	2498
L'Association Sportive d'Amos Inc. (Directeurs)	2498	L'Association Sportive d'Amos Inc. (Directors)	2498
Lumiray Manufacturing Inc. (Directeurs)	2502	Lumiray Manufacturing Inc. (Directors)	2502
Roxboro, ville de (Changement de date des élections)	2500	Roxboro, town of (Change of date of elections)	2500
Sparton Investments Limited (Distribution de l'actif)	2499	Sparton Investments Limited (Distribution of the assets)	2499
St-Louis de Pintendre, paroisse de (Changement de nom)	2500	St-Louis de Pintendre, parish of (Change of name)	2500
Syndicat Coopératif d'Aqueduc de St-Yvon (Fondation)	2499	Syndicat Coopératif d'Aqueduc de St-Yvon (Foundation)	2499
Syndicat des Travailleurs du Fibre de Québec (Formation)	2500	Syndicat des Travailleurs du Fibre de Québec (Formation)	2500
Union Investors Limited (Distribution de l'actif)	2499	Union Investors Limited (Distribution of the assets)	2499
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2502	Relating to private bills to be introduced during the coming session	2502
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
La Corporation d'Aqueduc C.F.L.P.R. Lanthier & Sons Limited	2502	La Corporation d'Aqueduc C.F.L.P.R. Lanthier & Sons Limited	2502
Natalie Inc.	2503	Natalie Inc.	2503
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Hôpital Général de Québec	2503	General Hospital of Quebec	2503
Hôtel-Dieu d'Alma	2503	Hôtel-Dieu d'Alma	2503
Myson, Frederick Francis	2504	Myson, Frederick Francis	2504
St-Germain-de-Rimouski, commissaires d'écoles de	2504	St-Germain-de-Rimouski, School Commissioners of	2504
Succession Arthur Yale	2504	Estate of Arthur Yale	2504
Succession Eugène Farly	2504	Estate of Eugène Farly	2504
Terrebonne, ville de	2506	Terrebonne, town of	2506
Verdun, cité de	2506	Verdun, city of	2506
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Municipalité scolaire de:		School Municipality of:	
Barnston (Dissidente)	2506	Barnston (Dissentient)	2506
Grondines N° 1, paroisse de	2505	Grondines, No. 1, parish of	2505
Jonquière, paroisse de	2505	Jonquière, parish of	2505
Hauterive	2506	Hauterive	2506
St-André de Sutton, village de	2506	St-André de Sutton, village of	2506
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Cap-de-la-Madeleine, paroisse de	2506	Cap-de-la-Madeleine, parish of	2506
Mont-Laurier, village de	2507	Mont-Laurier, village of	2507
Pointe-Fortune, village de	2507	Pointe-Fortune, village of	2507
TRAVAIL:		LABOUR:	
Commerce de détail dans la cité de Québec (Modification)	2507	Retail trade in the city of Quebec (Amendment)	2507
Industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal (Modification)	2507	Ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal (Amendment)	2507
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification)	2508	Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment)	2508
TRÉSOR:		TREASURY:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby	2509	Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby	2509

EXAMENS DU BARREAU:

Bas St-Laurent: pratique du droit.....	2510
Hull: étude du droit.....	2511
Hull: pratique du droit.....	2511
Laurentides: pratique du droit.....	2511
Montréal: pratique du droit.....	2509
Montréal: pratique du droit.....	2510
Richelieu: étude du droit.....	2511
Richelieu: pratique du droit.....	2510
Richelieu: pratique du droit.....	2512

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence: practice of law ...	2510
Hull: study of law.....	2511
Hull: practice of law.....	2511
Laurentides: practice of law.....	2511
Montreal: practice of law.....	2509
Montreal: practice of law.....	2510
Richelieu: study of law.....	2511
Richelieu: practice of law.....	2510
Richelieu: practice of law.....	2512

GREFFES DE NOTAIRES:

Cyr, Lucien.....	2512
Lamoureux, Roland.....	2512
Provencher, Normand.....	2512

NOTARIAL RECORDS:

Cyr, Lucien.....	2512
Lamoureux, Roland.....	2512
Provencher, Normand.....	2512

LETTRES PATENTES:

Alaska Quilting Corporation.....	2488
Arthur Guyot & Fils Limitée.....	2489
Associated Real Estate Appraisers Inc.	2489
Crépeault & Fradette Limitée.....	2489
Employing Printers' Association of Montreal Inc.....	2489
François Bédard Inc.....	2490
Golden Valley Granite Co. Ltd.....	2490
Granby Lumber & Supply Ltd.....	2491
Green Valley Lodge Inc.....	2491
Greeting Cards Limited.....	2491
L'Association Catholique d'Études Bi- bliques au Canada.....	2492
L'Élegante Inc.....	2492
L'Institut des Oblates Bénédictines de Ville-Marie.....	2492
Nouvelle Pulpwood Limited.....	2493
Valleyfield Express Limitée — Valley- field Express Limited.....	2493

LETTERS PATENT:

Alaska Quilting Corporation.....	2488
Arthur Guyot & Fils Limitée.....	2489
Associated Real Estate Appraisers Inc.	2489
Crépeault & Fradette Limitée.....	2489
Employing Printers' Association of Montreal Inc.....	2489
François Bédard Inc.....	2490
Golden Valley Granite Co. Ltd.....	2490
Granby Lumber & Supply Ltd.....	2491
Green Valley Lodge Inc.....	2491
Greeting Cards Limited.....	2491
L'Association Catholique d'Études Bi- bliques au Canada.....	2492
L'Élegante Inc.....	2492
L'Institut des Oblates Bénédictines de Ville-Marie.....	2492
Nouvelle Pulpwood Limited.....	2493
Valleyfield Express Limitée — Valley- field Express Limited.....	2493

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

Diverses.....	2496
---------------	------

LETTERS PATENT ANNULLED:

Miscellaneous.....	2496
--------------------	------

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Alphonse Gratton Inc.....	2494
American Paper Box Co. Limited.....	2493
Compagnie d'Immeubles St. Pierre Li- mitée — St. Pierre Realities Company Limited.....	2494
Forster, McGuire & Company Limited	2494
Najceb Lawand & Sons, Limited.....	2495
O. Chalifour, Incorporée.....	2494
Pruneau, Limited.....	2495
Regalco Limited.....	2494
W. E. Baxter, Limited.....	2495

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Alphonse Gratton Inc.....	2494
American Paper Box Co. Limited.....	2493
Compagnie d'Immeubles St. Pierre Li- mitée — St. Pierre Realities Company Limited.....	2494
Forster, McGuire & Company Limited	2494
Najceb Lawand & Sons, Limited.....	2495
O. Chalifour, Incorporée.....	2494
Pruneau, Limited.....	2495
Regalco Limited.....	2494
W. E. Baxter, Limited.....	2495

LIQUIDATIONS, AVIS DE:

Compagnie d'Aqueduc des Écureuils..	2512
Corry & Leonard Electric Ltd.....	2513

WINDING UP NOTICES:

Compagnie d'Aqueduc des Écureuils..	2512
Corry & Leonard Electric Ltd.....	2513

NOMINATIONS:

Diverses.....	2513
---------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.....	2513
--------------------	------

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	2514
--	------

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	2514
---	------

RATIFICATION DE TITRE:

Langevin, Pon.ela & Marie-Louise....	2515
--------------------------------------	------

CONFIRMATION OF TITLE:

Langevin, Pomela & Marie-Louise....	2515
-------------------------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Associated Real Estate Appraisers Inc.	2516
Bart School Inc.	2516
Canapro Ltd.	2516
J.-Adrien Boivin Limitée.	2516

SOUMISSIONS:

Ascot Corner, commission scolaire de ..	2518
Cowansville, ville de ..	2520
La Prairie, commission scolaire de la ville de ..	2516
Pointe-au-Pic, village de ..	2520
Ste-Lucie de Doncaster, commission scolaire de ..	2519

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Desrochers, Antonio ..	2521
Larose, Isai ..	2522

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Bourque vs Héritiers Arthur Fauchon <i>et al.</i> ..	2523
Desrochers vs Couture ..	2523

KAMOURASKA:

Bérubé vs Caron ..	2523
Malenfant vs Cayouette ..	2524

RIMOUSKI:

Smith vs Lavoie ..	2524
--------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:

Durand vs Pepin ..	2525
--------------------	------

03935-o

HEAD OFFICES:

Associated Real Estate Appraisers Inc.	2516
Bart School Inc.	2516
Canapro Ltd.	2516
J.-Adrien Boivin Limitée.	2516

TENDERS:

Ascot Corner, School Commission of ..	2518
Cowansville, town of ..	2520
La Prairie, School Commission of the town of ..	2516
Pointe-au-Pic, village of ..	2520
Ste-Lucie de Doncaster, School Commission of ..	2519

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Desrochers, Antonio ..	2521
Larose, Isai ..	2522

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Bourque vs Heirs of Arthur Fauchon <i>et al.</i> ..	2523
Desrochers vs Couture ..	2523

KAMOURASKA:

Bérubé vs Caron ..	2523
Malenfant vs Cayouette ..	2524

RIMOUSKI:

Smith vs Lavoie ..	2524
--------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:

Durand vs Pepin ..	2525
--------------------	------

30935-o